



# L'AVENIR DE L'AGRICULTURE EN GUINÉE: 2030-2063

Étude de cas : Défis et Opportunités pour les projets  
financés par le FIDA

Étude réalisée en 2020 et publiée en 2021.

**Équipe de rédaction :**

Rédigé par l'Équipe FIDA Guinée Conakry : Hermann S. Tossou, Safiatou Bah, et Gianluca Capaldo,  
Sous la direction de Benoit Thierry, Directeur Hub FIDA Afrique de l'Ouest  
Et revu par Joelle Onimus-Pfortner

Crédit photo : FIDA©

Ce rapport est disponible pour usage public sur : <https://sites.google.com/view/fidafrique-ifadafrica/project-management/atelier-r%C3%A9gional-2020/jour-2>

Et données accessibles à : <https://www.weconnectfarmers.com/simagri/>

~~ The views expressed in this publication are those of the authors and do not necessarily represent the views of the International Fund for Agricultural Development (IFAD). The designations employed and the presentation of material in this publication do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries. The designations of «developed» and «developing» countries are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgement about the stage reached in the development process by a particular country area.~~

# Ouvrage collectif rédigé par le Groupe Gestion des Savoirs du Hub FIDA<sup>1</sup> – sous la direction de Benoit THIERRY

Suite aux Ateliers Régionaux 2019 et 2020, tenus avec les projets des pays du Hub FIDA Afrique de l'Ouest, et à la présentation que nous avons fait des enjeux des 10, 30 et 50 prochaines années dans la région face à la croissance démographique, aux changements économiques, alimentaires et climatique, nous avons décidé de poursuivre cet effort d'analyse prospective sur l'agriculture.

Cet exercice permet de mieux comprendre les tendances à l'œuvre, les opportunités à saisir et les politiques et actions à entreprendre pour nourrir le milliard de personnes supplémentaires qui peupleront l'Afrique en 2050 et évaluer les changements nécessaires dans la transformation des systèmes agraires (diversification, accroissement de la productivité, etc...) pour cela, tout en créant des emplois pour la jeunesse et permettre un revenu décent aux producteurs de l'agriculture familiale.

Ainsi l'Atelier Régional 2020, a permis d'approfondir l'analyse et déterminer les enjeux actuels et futurs (quantifiés), et les dynamiques de transformation des agricultures des 7 pays concernés : le Sénégal, le Mali, la Mauritanie, la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau et le Cap Vert (Cabo Verde) pour aboutir à différents scénarii d'engagement des gouvernements, du secteur privé et des organisations paysannes.

L'Atelier a cherché notamment à dégager les défis majeurs qui attendent ces pays et les perspectives de réponses à apporter à la question récurrente de la sécurité alimentaire aux horizons 2030 (Objectifs Nations Unies), 2050 (doublement population) et 2063 (Agenda Union Africaine) voire 2100 (avant le début du Vingt Deuxième siècle), sur la base des diagnostics de leurs situations agricoles et alimentaires respectives.

## La réflexion est organisée autour des questions suivantes :

- Quelles sont les perspectives d'augmentation de la production alimentaire compte tenu de la croissance agricole actuelle, de l'évolution démographique, de l'urbanisation accélérée, les nouvelles pratiques alimentaires en visant une amélioration des revenus ?
- Quels doivent être les objectifs d'accroissement des productions agricoles pour répondre à la demande alimentaire croissante, étant donné les pressions et aléas grandissants sur les ressources naturelles ?
- Quels réservoirs d'emploi peut constituer le secteur rural avec l'ensemble de ses activités économiques : infrastructures, services, production agricole et sylvo pastorales, filières, etc.. et permettre d'utiliser au mieux le dividende démographique dans les pays qui vont en bénéficier.
- Quel cadre de politique d'investissements doit être mis en place impliquant l'ensemble des secteurs concernés, dans un contexte de transformation structurelle de la demande et l'offre de produits alimentaires?

La présente synthèse est le fruit des résultats des travaux des ateliers, enrichis de données qualitatives issues des documentations complémentaires issues des bases de données nationales et internationales. Elle est soumise à l'examen critique des responsables des projets du FIDA des pays concernés et des experts ayant participé à l'atelier. Ces échanges interactifs ont été organisés et étroitement coordonnés par le Bureau Sous Régional du FIDA afin de présenter les scénarios possibles pour discussion aux groupes de coordination des partenaires techniques et financiers (PTF) dans les pays concernés et pouvoir réviser et améliorer ces premières versions des études par pays.

Les monographies prospectives par pays (powerpoint et texte pdf) présentant l'essentiel des contributions sont disponibles sur <https://sites.google.com/view/fidafrique-ifadafrica/project-management/atelier-r%C3%A9gional-2020/jour-2> .

Par ailleurs les simulations de croissance démographique, changement climatique et production agricole (modèles extensifs, intensifs, cultures sèches, irrigation, élevage) ont été transcrites dans un module en ligne « SIMAGRI » accessible sur : <https://www.weconnectfarmers.com/simagri/> . Ce module permet à tout un chacun, d'estimer les données 2030, 2050 et 2063, et « la prospective étant un art difficile », d'élaborer différents scénarios de croissance tant pour la sécurité alimentaire, que pour les investissements nécessaires dans chaque pays concerné.

Nos remerciements vont à toutes les équipes FIDA des pays qui ont rédigé ces études de cas sous notre direction méthodologique, au groupe gestion des savoirs du Hub Afrique de l'Ouest qui a coordonné les productions et Assefa Woldeyes qui a ré-écrit et harmonisé l'ensemble des documents d'accompagnement.

Notre souhait le plus vif est que ces documents soient utilisés par les groupes de dialogue de politique agricole dans les pays concernés, étendus ensuite à d'autres pays et améliorées par les autorités nationales et institutions sous régionales CEDEAO/ECOWAP/OECD/CILSS/UA afin de planifier les investissements indispensables à moyen et long terme (10, 20, 30 ans) qui permettront à l'agriculture africaine de surmonter les défis du doublement puis triplement de la production agricole pour répondre à la croissance démographique et permettre aux producteurs agricoles, pasteurs, et pêcheurs de se nourrir, de créer des emplois, et de générer un revenu décent pour leur famille.

## **Benoit THIERRY**

Représentant Régional Afrique de l'Ouest,  
Fonds International pour le Développement Agricole - FIDA



# Sommaire

	Page
Résumé	1
Abstract	3
<b>Chapite I : Contextualisation</b>	
1. Introduction	
2. <a href="#">Un pays aux atouts considérables</a>	5
3. <a href="#">Une situation macroéconomique et sociale mitigée</a>	7
4. <a href="#">Focus sur le développement agricole</a>	8
5. <a href="#">Défis et Enjeux Majeurs</a>	10
6. <a href="#">Politiques et Programmes : entre volontarisme et dispersion des efforts ?</a>	11
<b>Chapitre II : Analyses et projections</b>	
7. <a href="#">Opportunités et Planification agricole</a>	14
<b>Chapitre III : Complément COVID-19</b>	
8. <a href="#">Complément COVID-19, questions clés soulevées et opportunités</a>	20
<b>Chapitre IV : Stratégie d'investissements et conclusion</b>	
9. <a href="#">Cadre d'investissements</a>	22
10. <a href="#">Conclusion</a>	23

# Résumé

La Guinée dispose d'un secteur agricole avec des atouts considérables pour mettre sa population à l'abri de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et sortir de la pauvreté :

- i) **une position géographique stratégique dans la sous-région pour jouer un rôle de plaque tournante économique** en captant une grande partie du commerce sous-régional avec six pays frontaliers et un littoral sur l'Atlantique ;
- ii) d'abondantes ressources naturelles en eau, terres agricoles, ressources forestières et halieutiques permettant la production d'une grande variété de cultures vivrières et d'exportation ;
- iii) une dynamique démographique remarquable avec une population jeune, essentiellement rurale 33% de jeunes entre 15 et 34 ans. La population reste encore à 64% rurale, tirant à 80% l'essentiel de ses revenus des activités agricoles. Estimée à environ 13 millions en 2020 la population est amenée à doubler d'ici 2050 et à tripler d'ici 2100.

**De tels atouts n'engendrent pas encore une situation macroéconomique et sociale souhaitée :**

- i) les performances économiques sont restées structurellement faibles avec un PIB enregistrant une croissance moyenne annuelle de 2.4% à 3.4% entre 2004 et 2018. Avec un revenu par habitant estimé à 897 USD/hab., la Guinée est classée parmi les pays les moins avancés. L'agriculture reste en deçà de son potentiel et peine à soutenir une croissance forte et durable du secteur agricole qui représentait 23,64% du PIB en 2019.

Le pays reste dépendant des importations de produits céréaliers et d'origine animale, même s'il exporte de plus en plus de produits agricoles ;

- ii) la pauvreté touche 53% de la population dont 63% en milieu rural ; les femmes constituent 60% des ruraux pauvres ; la pauvreté accentue l'insécurité alimentaire qui affecte environ 35% des ménages ruraux. Compte tenu de son potentiel, le secteur agricole peut en réduire ces effets en améliorant la productivité de ses filières vivrières, tout en tirant avantage de la demande internationale pour des produits tropicaux.

**L'emploi des jeunes est la question centrale des décennies à venir. Pour espérer récolter les fruits du dividende démographique, la forte population de jeunes doit être bien intégrée économiquement et socialement dans les tissus urbain et rural.** L'agriculture offre des opportunités aux jeunes, notamment dans l'auto emploi et l'entrepreneuriat participant à la production agricole à haute valeur ajoutée, aux élevages à cycle court, et aux prestations de services dans les étapes des chaînes de valeur alimentaires induites par l'évolution des systèmes alimentaires<sup>1</sup>. Les nouvelles technologies du numérique et de communication, en pleine expansion, offrent une opportunité de saut technologique à laquelle les jeunes aspirent naturellement ; de même que l'agriculture biologique et les « emplois verts ».

**Les liens rural/urbain se renforcent mutuellement.** La demande urbaine joue un rôle structurant sur la géographie de l'offre de produits agricoles. L'urbanisation joue un triple rôle : elle allège la pression sur les terres agricoles en attirant les ruraux, stimule les activités agricoles et accroît l'accès des consommateurs urbains aux produits agricoles. L'apparition grandissante des jeunes sur le marché du travail représente un atout en termes de rajeunissement, de disponibilité de forces de travail et de création d'activités nouvelles agricoles et non-agricoles liant l'économie rurale à l'économie urbaine.

**Les effets du changement climatique impactent gravement tous les aspects de la sécurité alimentaire et de la nutrition,** de par leur incidence sur la disponibilité de l'eau, les cultures, l'élevage, les forêts, les pêches et le fonctionnement des écosystèmes dans leur ensemble<sup>2</sup>. Les quatre dimensions de la sécurité alimentaire des populations sont ainsi affectées : une

<sup>1</sup> Dans la production, la transformation, le transport, la commercialisation.

<sup>2</sup> La Guinée fait face à des événements météorologiques extrêmes, une dégradation des écosystèmes terrestres, forestiers et côtiers, des risques sanitaires en rapport avec la transmission de maladies patho-

disponibilité réduite de quantités de produits alimentaires, une augmentation des prix des aliments, une qualité réduite des aliments, des ventes anticipées des actifs et une instabilité des approvisionnements. Particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique, les exploitations agricoles familiales constituent une priorité de par leur rôle fondamental en matière de sécurité alimentaire et de préservation des ressources naturelles.

**Les projections des consommations et des besoins alimentaires révèlent un régime alimentaire diversifié dont les principales caractéristiques sont :** i) la prédominance des céréales et des racines/tubercules dans la ration alimentaire ii) la recherche d'un équilibre protéino-énergétique avec l'adjonction modérée d'autres produits d'origine végétale et animale (légumes, légumineuses, viandes-abats, huiles-graisses, poisson-fruits de mer) souvent consommés comme produits de sauce, ou occasionnelle (lait/produits laitiers, produits sucrés).

Les projections des besoins en superficies et des productions indiquent un triplement des besoins en terres arables pour les céréales d'ici 2100. Le riz est prédominant, occupant les 3/4 puis les 4/5 des superficies entre 2030, 2050 et 2100, soit respectivement 2.413.000 ha, 4.060.000 ha et 7.074.000 ha ; ce qui nécessitera des investissements de 272 millions USD (60%) d'ici 2030 et 2.645 millions USD (75%) d'ici 2100. En ce qui concerne les racines et tubercules les besoins en superficies du manioc sont plus notables passant de 293.000 ha à 766.000 ha, soit un quasi-triplement des superficies entre 2030 et 2100 ; les besoins en investissements ont décuplé passant de 17 millions USD en 2030 à 170 millions USD en 2100. Concernant les projections des besoins en produits d'origine animale, seul le nombre de bovins disponibles semble satisfaire les besoins jusqu'en 2100. Les autres produits animaux présentent des écarts entre besoins et disponibilité à partir de 2050. Cela étant, dans la mesure où les produits animaux sont très rarement la base de la composition des repas, la substituabilité entre eux ou avec d'autres produits permet de relativiser les écarts entre besoins et disponibilités.

**Les potentiels naturels disponibles sont aptes à répondre aux besoins futurs en termes de terres arables et irrigables et de production d'une grande variété de produits.** Un cadre d'intervention cohérent est explicitement formulé dans la Politique Nationale de Développement Agricole déclinée dans des programmes fédérateurs relatifs : i) au développement des productions vivrières (notamment rizicole) et animales dans le cadre de systèmes de production durables ; ii) à la promotion des exportations agricoles ; iii) au développement des infrastructures de productions, d'accès et de marchés agricoles ; iv) à la gestion intégrée des ressources naturelles ; v) au renforcement des capacités des OP, du secteur privé et des services agricoles ; vi) au développement des marchés d'approvisionnement et de distribution des intrants et équipements agricoles et vétérinaires ; vii) et au renforcement du système de financement du secteur agricole. La PNDA est adaptée aux spécificités régionales et aux modèles d'agriculture qui se développent. Elle est inclusive et repose, pour l'essentiel, sur l'évolution des exploitations familiales agricoles.

L'exercice de projections à moyen et long terme éclaire sur l'importance des différents produits alimentaires dans la consommation selon leur rôle calorique, alimentaire et nutritionnel et sur l'importance du recours aux productions agricoles nationales et aux importations. De plus, elles permettent de mieux saisir l'enjeu de l'évolution des changements alimentaires tant pour l'agriculture que pour la nutrition et la santé, le commerce, l'emploi, etc. Toutefois, cet exercice mériterait d'être complété par des approches plus spécifiques des habitudes et pratiques alimentaires selon les milieux urbain et rural, les représentations régionales, etc.

## Abstract

**G**uinea has considerable assets to protect its population from food and nutritional insecurity and to escape poverty: i) **a strategic geographical position in the sub-region, bordering 6 countries and the Atlantic Coast, enabling it to be an economic hub** by capturing a large part of sub-regional trade; ii) abundant natural resources of water, agricultural land, forest and fishery resources allowing for the production of a wide range of food and export crops; iii) remarkable demographic dynamics with a young and mainly rural population. Estimated at around 13 million in 2020, the population is set to double by 2050 and triple by 2100.

**However, these assets do not yet generate a desired macroeconomic and social situation:** i) economic performance has remained structurally weak with GDP growth recording an annual average of 2.4% to 3.4% between 2004 and 2018. With

per capita income estimated at 897 USD / capita, Guinea is classified among the less advanced countries. Agriculture remains below its potential, representing 24% of GDP in 2018. The country is dependent on imports mainly rice and other cereals, and animal products, even if it exports of other agricultural products have been growing; ii) poverty affects 53% of the total population, 63% of which in rural areas; women represent 60% of the rural poor; poverty exacerbates food insecurity which affects around 35% of rural households.

**Youth employment is the central issue for decades to come. To reap the fruits of the demographic dividend, youth need to be socially and economically integrated in the urban and rural fabrics.** In this perspective, agriculture has the power to provide many opportunities to young people, particularly in self-employment and entrepreneurship in short-cycle breeding, and in the provision of services in food value chains induced by the evolution of food systems. The new information and communication technologies could offer opportunity to which young people naturally aspire; as well as organic farming and «green jobs».

**The rural/urban links are mutually reinforcing. Urban demand plays a structuring role in the geography of the supply of agricultural products.** Urbanization plays a threefold role: it relieves pressure on farmland, stimulates agricultural activities and increases urban consumers' access to agricultural products. The presence of more young people on the employment market represents an asset in terms of availability of labor and creation of new agricultural and non-agricultural activities linking the rural and urban economies.

**Climate change has serious implications on all aspects of food security and nutrition,** through its impact on the availability of water, crops, livestock, forests, fisheries and the ecosystems. The four dimensions of food security are thus affected: reduced availability of quantities of food, increased food prices, reduced food quality, early sales of assets and instability of supplies. Particularly vulnerable to the impact of climate change, family farmers are a priority due to their fundamental role in food security and the preservation of natural resources.

**The projections of food consumption and needs show a diversified diet with the following features:** i) the predominance of cereals and roots / tubers ii) the search for protein-energy balance in food rations with the moderate addition of other products of plant and animal origin (vegetables, legumes, meat-offal, oils-fats, fish-seafood) often consumed as sauce products, or occasionally (milk / milk products, sweet products).

**Projections of required surface area and production indicate an increase in arable land requirements for cereals, which will triple by 2100.** The share of rice is the biggest, occupying 3/4 and then 4/5 of areas between 2030, 2050 and 2100, i.e. 2,413,000 ha, 4,060,000 ha and 7,074,000 ha respectively; it will require investments of 272 million USD (60%) by 2030 and 2,645 million USD (75%) by 2100. Regarding roots and tubers, **the area requirements for cassava are greatest,** rising from 293,000 ha to 766,000 ha, i.e. a near-tripling of the areas between 2030 and 2100; investment needs increase tenfold from USD 17 million in 2030 to USD 170 million in 2100.

Regarding the projections of needs in animal products, only the number of cattle available seems to meet the needs until 2100. The other animal products show differences between needs and available from 2050. However, insofar as animal products are very rarely the basis of the composition of meals, **the substitutability between them or with other products makes the «gaps» between needs and availability acceptable.**

**The available natural assets are able to meet future needs in terms of arable and irrigable land and production of a wide variety of products.** A coherent intervention framework is explicitly formulated in the National Agricultural Development Policy drawn into programs relating to: i) a sustainable development of food (particularly rice) and animal productions systems; ii) promotion of agricultural exports; iii) development of productive, access and market infrastructure; iv) integrated management of natural resources; v) capacity building for POs, private sector and agricultural services; vi) development of supply markets of agricultural and veterinary inputs and equipment; vii) and strengthening of the agricultural sector financing system. The NADP is adjusted to regional specificities and to developing agricultural models. It is inclusive and relies, for the most part, on the evolution of family farms.

The forecast exercise sheds light on the importance of different food products in consumption according to their caloric, food and nutritional role. In addition, it provides a better understanding of what is at stake in the evolution of dietary changes, both for agriculture and for nutrition and health, trade, employment, etc. However, this exercise deserves to be accompanied by more specific approaches to eating habits and practices according to urban and rural areas, regional representations, etc.



# L'avenir de l'agriculture en Guinée : 2030- 2063

Défis et opportunités pour les projets financés par le  
FIDA

Rédigé par l'Équipe FIDA Guinée Conakry : Hermann S. Tossou,  
Safiatou Bah, et Gianluca Capaldo,

Sous la direction de Benoit Thierry, Directeur Hub FIDA Afrique de  
l'Ouest

Et revu par Joelle Onimus-Pfortner







# CONTEXTUALISATION

# Introduction

i) **Cadre général. Produire plus pour nourrir plus** malgré la menace que fait peser le dérèglement climatique, mais aussi **Produire mieux** tout en ménageant les ressources naturelles. Tels sont les défis posés par l'agriculture<sup>1</sup> pour assurer la sécurité alimentaire des populations guinéennes dans les décennies à venir. Ces défis impliquent une agriculture performante fondée sur: i) un accroissement de la productivité sur des bases durables; ii) des disponibilités alimentaires stables tant en milieu urbain qu'en milieu rural ; iii) une amélioration des revenus agricoles pour un accès aux biens de consommation et aux services non agricoles ; v) et un effet levier sur l'ensemble de l'économie rurale.

Face à la demande croissante et diversifiée de produits alimentaires induite par la croissance démographique, l'urbanisation et l'augmentation des revenus, il est apparu nécessaire de faire évoluer **la politique agricole vers une politique alimentaire intégrée** qui, en plus d'inciter les producteurs à répondre à la demande de produits primaires, entraîne le développement des secteurs non agricoles en amont et en aval.

ii) **Objet du travail.** En octobre 2019 et novembre 2020, le FIDA, à travers son "HUB Afrique de l'Ouest", a organisé deux ateliers régionaux pour identifier les enjeux actuels et futurs, et les dynamiques de transformation des agricultures des 7 pays concernés, à savoir le Sénégal, le Mali, la Mauritanie, la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée-Bissau et Cabo Verde. L'atelier avait pour but de dégager les défis déterminants auxquels devront faire face ces pays, et les perspectives de réponses à apporter à la question récurrente de la sécurité alimentaire aux horizons, 2030, 2050 et 2100, sur la base des diagnostics de leurs situations agricoles et alimentaires respectives.

Ce document reprend les résultats des travaux des ateliers, enrichis par des données qualitatives et quantitatives issues d'une documentation complémentaire et organisés autour des questions inter-reliées suivantes: i) quelles sont les perspectives d'augmentation de la production alimentaire compte tenu de la croissance démographique rapide, l'urbanisation et l'amélioration des revenus?; ii) quelles sont les marges d'accroissement des productions agricoles pour répondre à la demande alimentaire, étant donné les pressions et aléas grandissants sur les ressources naturelles?

iii) **Cadre d'analyse.** Partant du scénario envisagé par l'atelier, l'analyse se base sur les éléments suivants : i) la contribution du secteur agricole à la sécurité alimentaire est examinée en rapport avec quatre dimensions de cette dernière: la production alimentaire (disponibilité), la fourniture de moyens d'existence et de revenus (accès), comme moyen de diversifier l'alimentation (utilisation) et comme protection contre la volatilité des prix, les chocs liés aux marchés et d'autres chocs (stabilité) ; ii) la demande croissante et diversifiée des produits alimentaires résultant de la croissance démographique, l'urbanisation et l'augmentation des revenus qui valorisent les chaînes de valeur agroalimentaires ; iii) assurer la sécurité alimentaire exige des besoins importants en investissements matériels et immatériels utiles dans la promotion d'innovations techniques, technologiques et institutionnelles.

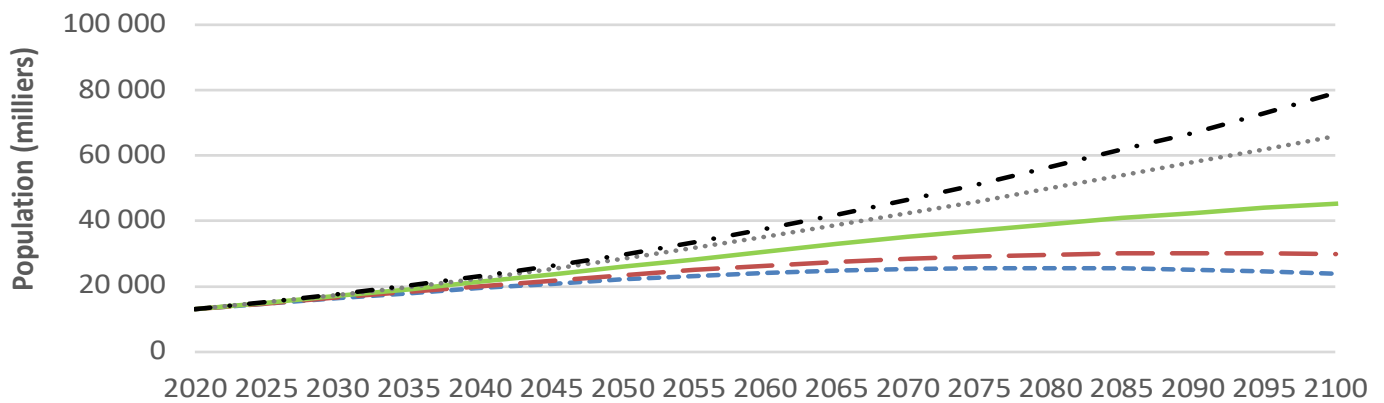
## Un pays aux atouts considérables

i) **Une position géographique stratégique.** La Guinée couvre une superficie de 245.857 km<sup>2</sup>. Le pays dispose de frontières communes avec six pays : la Guinée-Bissau, le Sénégal, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Libéria et la Sierra Leone. Il dispose d'une façade atlantique longue de 300 km. Cette position géographique stratégique dans la sous-région lui permet de jouer un rôle de plaque tournante économique en captant une grande partie du commerce sous-régional, grâce notamment aux projets de renforcement des infrastructures routières et ferroviaires.

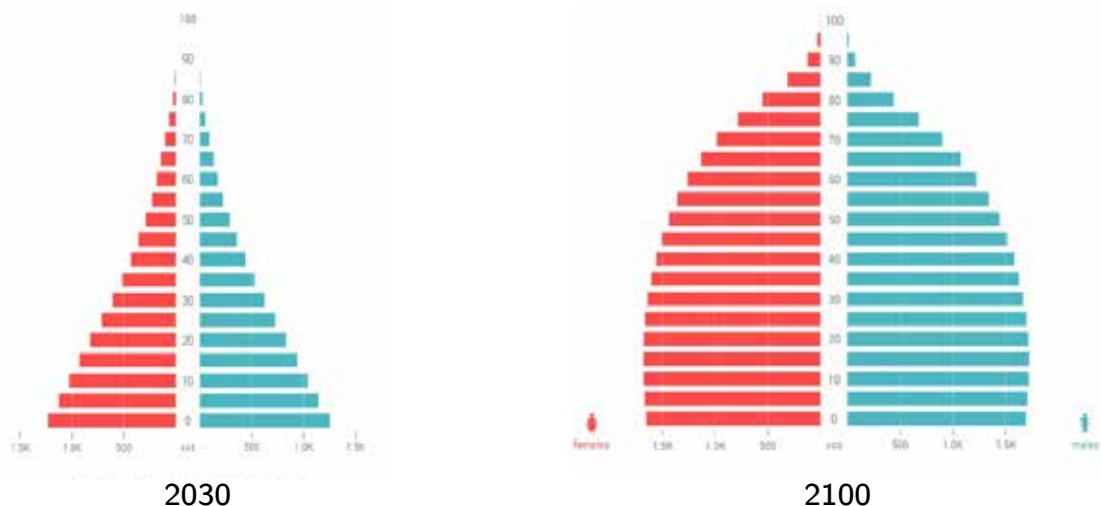
<sup>1</sup> Le terme d'agriculture de même que le secteur agricole inclut à la fois la production agricole, l'élevage et l'agroalimentaire.

ii) **Une dynamique démographique remarquable.** La population est estimée à environ 13 millions en 2020 (8 millions en 2000), dont 52% sont des femmes et 48% des hommes. La population rurale représente 64% et tire à 80% l'essentiel de ses revenus des activités agricoles. La proportion de jeunes entre 15 et 34 ans représente 33% de la population. Selon les projections des Nations Unies, la population passerait à 17 millions en 2030, 26 millions en 2050 et 35 millions en 2100 (graphes 1 et 2).

**Graphique 1: Évolution de la démographie en Guinée  
2020-2100**



**Graphique 2 : Pyramide des âges**



iii) **Des régions agroécologiques contrastées possédant des systèmes de cultures spécifiques.**

i) la *Guinée Maritime* avec des systèmes de cultures reposant sur le riz de mangrove, partiellement en zones aménagées, cultures de coteaux à l'arrière-pays, dont le riz, l'arachide, les fruits et légumes ; ii) la *Moyenne Guinée* avec des cultures de maïs, gombo, taro et patates dans les « tapades » (enclos maraichers), fonio, arachide et riz sur les champs extérieurs reposant sur le brûlis, zone de prédilection de l'élevage bovin, ovin et caprin, cultures maraîchères ; iii) la *Haute Guinée* reposant sur des cultures de riz sur de grandes plaines inondables et les tubercules, élevage bovin, culture de coton ; iv) la *Guinée Forestière* où se pratiquent des cultures pérennes comme le café, le palmier à huile, le cacao, l'hévéa, le riz de bas-fonds, les tubercules et l'élevage de porc.

iv) **D'abondantes ressources en eau et en terres agricoles.** De grands fleuves comme le Niger, le Sénégal, la Gambie prennent leur source en Guinée, faisant du pays le « château d'eau » de l'Afrique de l'Ouest. Une pluviométrie variant entre 1.100 et 4.000 mm par an alimente un vaste réseau hydrique constitué de 23 bassins versants dont 14 internationaux. La Guinée dispose d'un potentiel en terres arables estimé à 15,5 millions ha (25 % exploités soit 3,85 millions d'ha et 10% annuellement cultivés soit 1,5 millions d'ha), un domaine irrigable de 364.000 ha et un potentiel de production de contre-

saison. Les pâturages naturels sont riches et variés, avec une superficie estimée à 7 millions d'ha. La façade maritime offre d'importants potentiels de pêche artisanale et industrielle. Les ressources en eau de surface et en eau souterraine sont très importantes. Autant d'atouts qui devrait permettre le développement d'une gamme variée d'activités agro-sylvo-pastorales et halieutiques et un énorme potentiel hydroélectrique et de développement de la navigation fluviale.

v) **Des ressources biologiques forestières riches et variées.** Les différents types de formations forestières couvrent à l'origine 13.189.000 ha, soit 54 % du territoire national. Les ressources forestières se répartissent en plusieurs types d'écosystèmes distincts tant dans leur physionomie que dans leur composition floristique. On y distingue principalement des mangroves en Guinée Maritime, des forêts denses humides en Guinée Forestière, en Moyenne Guinée et Guinée Maritime, des forêts denses sèches et claires en Haute Guinée et Moyenne Guinée et des savanes boisées en Haute Guinée, Moyenne Guinée et en Guinée Maritime. Les écosystèmes forestiers et leurs ressources subissent un processus généralisé de dégradation imputable aux facteurs anthropiques et climatiques. La dégradation est particulièrement prononcée au niveau des sites miniers, des zones agricoles et autour des grandes agglomérations ; elle se traduit notamment par une diminution drastique des superficies forestières, de la biodiversité et de la fertilité des sols agricoles. La vingtaine de sites protégés dont dispose la Guinée sont également menacés.

vi) **Un secteur de la pêche aux riches ressources halieutiques et hydro-biologiques.** En plus de son ouverture sur l'océan, la Guinée possède un plateau continental d'environ 56.000 km<sup>2</sup> avec de nombreux estuaires et forêts de palétuviers qui constituent une zone de reproduction de poissons. Le potentiel halieutique exploitable se situe entre 150.000 et 250.000 tonnes de poissons par an. Les autres ressources sont estimées entre 1.000 et 2.000 tonnes de crevettes, entre 5.000 à 10.000 tonnes de céphalopodes. Cependant, ces ressources sont gravement menacées par les modes d'exploitation actuels et la dégradation des conditions biologiques et physicochimiques des plans d'eau (pêches illicites, pollution par les déchets urbains et miniers).

## Une situation macroéconomique et sociale mitigée

i) **Une faible contribution du secteur agricole au PIB contrastant avec son potentiel.** Malgré une base productive riche et variée, la croissance du secteur agricole est faible et ne représente que 24% du PIB en 2018. Les produits agricoles représentent respectivement 11% et 17% des exportations et des importations du pays. La Guinée exporte principalement le coton, le café, les fruits et légumes et importe surtout les produits céréaliers, dont le riz, et les viandes pour son alimentation. Les cultures végétales dominent l'agriculture guinéenne avec 65% du PIB agricole, l'élevage représente 19%. Les performances économiques du pays sont restées structurellement faibles avec un taux de croissance économique enregistrant une moyenne annuelle de 2.4% à 3.4% entre 2004 et 2013.

ii) **Une pauvreté et une insécurité alimentaire persistantes.** Avec un revenu annuel par habitant estimé à 897 USD/hab., la Guinée est classée parmi les pays les moins avancés. La pauvreté toucherait 53% de la population totale dont 63% en milieu rural. Au plan géographique, les régions de *Haute Guinée* et de *Moyenne Guinée* sont les plus touchées par la pauvreté, avec une incidence respective de 67% et 55%. La pauvreté accentue la sécurité alimentaire, avec environ 35% des ménages ruraux en insécurité alimentaire. Ce taux a été aggravé par l'épidémie du virus Ebola qui a entraîné une baisse de 1,8% du PIB du pays. D'une manière générale, les principales causes de l'insécurité alimentaire sont : l'enclavement des zones de production - le faible niveau de production et de productivité du secteur rural y compris l'élevage et la pêche - l'instabilité dans l'approvisionnement en produits alimentaires et les difficultés d'accès à ces produits - la faible accessibilité aux terres cultivables, les conflits domaniaux

et l'insécurité foncière - l'absence d'un dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires - la dégradation des sols et du couvert végétal - le changement climatique entraînant une modification des conditions météorologiques.

iii) ***Un changement climatique impactant tous les aspects de la sécurité alimentaire et de la nutrition.***

La Guinée enregistre : une multiplication d'événements météorologiques extrêmes (inondations, sécheresse) - une dégradation de nombreux écosystèmes avec l'extinction possible d'espèces animales et végétales, une rupture des équilibres écologiques préjudiciable au maintien de la fertilité des sols - et des déplacements de population. Les quatre dimensions de la sécurité alimentaire des ménages sont ainsi affectées : une disponibilité réduite de quantités de produits alimentaires, une augmentation des prix des aliments, une qualité réduite des aliments, des ventes anticipées des actifs et une instabilité des approvisionnements.

## Focus sur le développement agricole

i) ***Agriculture.*** L'agriculture est le principal secteur d'activité de près de 67% de la population guinéenne et emploie 52 % de la main-d'œuvre. Elle dispose d'importants atouts qui offrent de nombreuses possibilités de croissance du secteur et d'une plus grande contribution au PIB ; bien au-delà d'assurer l'autosuffisance alimentaire. La diversité agro-écologique, des conditions climatiques, les ressources hydrauliques et les terres agricoles disponibles confèrent à la Guinée un énorme avantage comparatif naturel dans la production d'une grande variété de produits vivriers et d'exportation importants ouvrant la voie à des investissements nationaux et étrangers. Les régions naturelles abritent diverses productions: - le café, l'hévéa et le palmier à huile en *Guinée Forestière* - les cultures de coton dans les savanes et de riz sur les immenses étendues de plaine rizicole le long du fleuve Niger en *Haute Guinée* - l'ananas, les mangues, les avocats et les bananes en *Guinée Maritime* - et l'élevage et à diverses productions maraîchères (tomates, oignons, aubergines, pomme de terre) en *Moyenne Guinée*, destinés à la consommation locale et l'exportation.

Trois modes de production cohabitent : i) *un mode majoritaire organisé sur une base familiale* et orienté vers une production vivrière associé à un petit élevage ; ii) *un mode plus commercial* orienté vers les productions maraîchères et les élevages intensifs avicoles, de viande et laitier ; iii) et *un mode de type industriel* de cultures d'exportation et utilisant le salariat agricole. Le mode familial occupe 60% des exploitations agricoles en général de petite taille et représente 95% des superficies cultivées. Il est fortement dépendant de la pluviométrie pour 95% des superficies emblavées. La production est principalement (95%) destinée à la satisfaction des besoins alimentaires. La riziculture est la principale spéculation agricole avec 80% des exploitations, 67% des superficies emblavées et 65% des besoins céréaliers. Les autres spéculations vivrières importantes sont le maïs, le fonio, l'arachide et le manioc. Une attention particulière est portée sur le mode de production familial du fait de son importance numérique et de sa forte vulnérabilité alimentaire.

Des efforts importants ont été consentis au cours des dernières années, notamment dans: l'accès aux intrants et équipements à des prix subventionnés à travers la création de centres de prestation agricole – les aménagements supplémentaires de terres irriguées - la promotion d'organisations paysannes – et la construction et la réhabilitation de pistes rurales pour désenclaver les zones de production et faciliter l'accès aux marchés. Cinq principales spéculations (riz, maïs, fonio, manioc, arachide) ont vu leur production améliorée. Mais ces efforts ne suffisent toujours pas pour une pleine expression du potentiel agricole : avec les constats suivants - des superficies aménagées en cultures irriguées encore insignifiantes par rapport au potentiel existant (8%) - un faible taux d'utilisation d'intrants et d'équipements agricoles - un faible niveau d'organisation et de professionnalisme des petits producteurs – une quasi-absence d'établissements de crédits agricoles - de faibles accès aux marchés des petits producteurs – et de

timides mesures d'adaptation aux perturbations climatiques.

ii) **Élevage.** L'élevage est le deuxième secteur d'activité important après l'agriculture. Il procure 30% des revenus des populations rurales. Le cheptel est composé de bovins (7,5 millions), d'ovins et de caprins (2,7 et 3,2 millions), de porcins (140.000) et de volailles (32 millions), principalement de races locales. Le secteur a bénéficié d'actions d'amélioration : renforcement du cadre institutionnel - développement d'infrastructures de commercialisation du bétail et des produits animaux - campagnes de vaccinations des bovins - sécurisation du cheptel et amélioration de l'alimentation du bétail - amélioration génétique et intégration agriculture-élevage - et organisation des éleveurs. Le développement du secteur reste également confronté à de nombreuses contraintes liées à son faible niveau de financement : - une faible professionnalisme des organisations d'éleveurs - des difficultés d'alimentation et d'abreuvement du bétail, notamment en saison sèche - une insuffisance des infrastructures et des équipements de commercialisation du bétail et des produits animaux - un faible niveau d'organisation de commercialisation du bétail - et une faible attention au développement des filières courtes.

iii) **Industrie agroalimentaire.** L'industrie agroalimentaire, en pleine expansion, est investie par un ensemble composé de micro, petites et moyennes entreprises agroalimentaires (MPMEA) et d'entreprises agro-industrielles. L'essor des nouveaux modes de transformation, de distribution et de consommation alimentaires les place au cœur des chaînes de valeur alimentaire. Elles assurent aujourd'hui la connexion entre villes et campagnes en développant des produits alimentaires transformés utilisant les produits locaux et entièrement destinés aux marchés urbains et ruraux. Le rôle des MPMEA est majoritaire tant du point de vue de leur contribution à l'alimentation que comme pourvoyeuses d'activités et d'emplois à la fois en milieu rural et urbain, en particulier aux femmes. Elles distribuent des revenus au plus grand nombre et fournissent des aliments à des coûts abordables pour une population au pouvoir d'achat limité. Mais le manque d'équipements et de maîtrise de la qualité, les difficultés d'accès au financement, aux conseils et aux formations spécialisés freinent encore leur développement. Les entreprises agro-industrielles sont plus spécifiquement tournées vers une clientèle urbaine plus aisée et l'exportation de produits alimentaires transformés.

iv) **Organisations professionnelles agricoles (OPA).** Le monde rural guinéen connaît depuis longtemps diverses formes d'organisation sociale qui perdurent encore aujourd'hui. Les OPA se sont constituées progressivement à partir des années 90 sur la base du développement des filières et de la gestion des intrants et des équipements agricoles suite au désengagement de l'Etat du secteur productif, sans pour autant que les entreprises privées prennent totalement la relève. Ces organisations se positionnent comme de véritables acteurs du développement économique et social, leur objectif premier restant l'amélioration des conditions d'existence de leurs membres. Dans toutes les régions naturelles de la Guinée, des fédérations de producteurs se sont constituées pour rassembler les groupements de base, pour la plupart rassemblés en unions, en relation avec la promotion des filières importantes. Dans un contexte de réaffirmation des enjeux alimentaires, les OPA font figure aujourd'hui d'interlocuteurs privilégiés pour les questions de sécurité alimentaire, d'intégration des producteurs aux marchés et d'organisation de l'aide alimentaire au niveau local.

D'autres organisations cohabitent et gardent leur utilité, ce sont: les groupements d'intérêt économique (GIE) autour de fonctions pour lesquelles les producteurs ont un intérêt économique immédiat à se regrouper - les associations d'usagers d'équipements collectifs ou de périmètres bénéficiant d'améliorations (périmètre irrigué, parcours pastoral, reboisement collectif,...) - les collectivités locales décentralisées et plus particulièrement les Communautés Rurales de Développement - et les réseaux de Chambres d'agriculture.

# Défis et Enjeux majeurs

i) **Défi démographique.** La dynamique démographique spectaculaire résulte de l'interaction de trois variables : la fécondité, la mortalité et la migration. Cette forte dynamique s'accompagne d'intenses mobilités des populations de l'intérieur vers la côte, du milieu rural vers le milieu urbain, de ville à ville et même vers les pays de la sous-région voire plus loin. L'urbanisation et la concentration géographique dans les centres urbains et périurbains sont parmi les principales résultantes de ces mobilités. Le secteur agricole et rural ne pouvant absorber qu'une part du croît démographique, ces centres sont amenés à en supporter la charge en tentant de résorber le maximum possible des nouveaux arrivants par le biais d'activités essentiellement informelles, généralement préférées à des modes de production plus intensifs et structurés. La priorité accordée à la productivité du travail est reléguée au second plan par rapport à l'objectif d'accueil du plus grand nombre. Le secteur informel se prête bien à l'offre de travail d'une main d'œuvre sans exigence de qualification ; il offre l'occasion d'un apprentissage de la division du travail peu pratiquée en milieu rural mais ne permet pas une structuration à long terme de la société.

ii) **Rural/Urban. Des liens irréductibles amenés à se renforcer mutuellement.** La demande urbaine joue un rôle structurant sur la géographie de l'offre de produits agricoles. L'urbanisation joue un triple rôle: elle allège la pression sur les terres agricoles, stimule les activités agricoles et accroît l'accès des consommateurs urbains aux produits agricoles. Des exploitations agricoles s'insèrent déjà aux marchés urbains et fonctionnent dans une logique pleinement marchande. Ce phénomène traduit un renforcement des liens entre milieu urbain et milieu rural, un continuum rural/urbain favorable à une synergie propice à une transformation voire à une mutation du milieu rural.

iii) **Emploi des jeunes. Pour espérer récolter les fruits du dividende démographique, la forte population de jeunes doit être bien intégrée économiquement et socialement dans les tissus urbain et rural.** La dynamique intrinsèque de ce groupe d'âge représente un atout en termes de rajeunissement, de renouvellement des forces de travail, de création d'entreprises nouvelles et de (re)vitalisation de l'économie rurale étroitement liée à l'économie urbaine combinant activités agricoles et activités non-agricoles. Dans ce cadre, *de multiples perspectives et opportunités s'ouvrent aux jeunes, notamment dans l'auto emploi et l'entrepreneuriat participant aux élevages à cycle court, et aux prestations de services dans les étapes des chaînes de valeur alimentaires induites par l'évolution des systèmes alimentaires en milieu urbain et périurbain (dans la production, la transformation, le transport, la commercialisation). Les nouvelles technologies du numérique et de communication, conséquence du « boom » des infrastructures et de la connexion numérique, offrent une opportunité de saut technologique à laquelle les jeunes aspirent naturellement (paiements, information sur les marchés, formation en ligne, itinéraires techniques). De même, l'agriculture biologique et les « emplois verts » représentent des sources potentielles d'emplois.* Des initiatives nationales, appuyées par les partenaires techniques et financiers (dont le FIDA), sont prises dans le cadre de programmes intégrés, offrant différents services dans les champs de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'insertion des jeunes, en interaction avec les secteurs ministériels concernés. Ces initiatives se placent dans une logique d'interface entre les jeunes, les institutions, les centres de formation professionnelle, les opérateurs économiques et les structures d'appui social.

iv) **Accès aux services agricoles.** En dépit de de la variété et de la richesse des environnements agroécologiques et de l'abondance des ressources naturelles, notamment en eau, l'agriculture reste peu productive, bien en deçà de son potentiel. *Le défi est principalement imputable à l'amélioration de l'accès aux services agricoles des producteurs. Ces services s'inscrivent dans une chaîne de services diversifiés impliquant les acteurs participant aux filières, et vont de la formation technique et économique des producteurs à la promotion commerciale des produits agricoles en passant par la diffusion de techniques de production et de post-production plus performantes, l'organisation des producteurs et l'accès au financement.* Dans ce cadre, la *coordination* devient un enjeu central pour *co-construire* l'accès aux services via des partenariats public-privé ou d'autres formes de relations contractuelles associant les

acteurs publics, privés et associatifs locaux (notamment les OP). Les petits producteurs familiaux constituent les cibles principales, au moins à court et moyen terme. Le développement agricole (surtout vivrier) et la sécurité alimentaire sont étroitement liés à leur évolution. Le soutien à leur égard est donc crucial pour faciliter leurs liens avec les acteurs des filières en amont et en aval, afin de stimuler leur productivité.

v) **Place et rôle de l'industrie agroalimentaire.** Accorder un intérêt plus affirmé à la place et au rôle de l'industrie agroalimentaire dans les chaînes de valeur alimentaire constitue un enjeu important, en particulier au regard de sa contribution à l'emploi, à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Il s'agit d'abord de mettre en œuvre une stratégie claire et complémentaire entre les quatre acteurs du secteur: les micro-, petites, moyennes et grandes entreprises agroalimentaires. L'intermédiation financière, des mesures incitatives en direction du secteur privé, l'intégration des producteurs et industriels locaux dans les chaînes de valeur, le renforcement des capacités de transformation et le transfert de technologies alimentaires, sont autant d'actions essentielles pour renforcer l'industrie agroalimentaire et sa place dans l'économie alimentaire en particulier et dans l'économie nationale en général.

vi) **Changement climatique et résilience.** Le changement climatique (CC) a des effets sur tous les aspects de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de par son incidence sur la disponibilité de l'eau, les cultures, l'élevage, les forêts, les pêches et le fonctionnement des écosystèmes dans leur ensemble. Les projections du GIEC indiquent une baisse moyenne de la productivité allant de 2% en 2020 à 25% en 2050, qui impactera toutes les cultures et régions agroécologiques (en Afrique sub-Saharienne) à des degrés divers. *Particulièrement vulnérables aux impacts du CC, les petits producteurs familiaux constituent une priorité de par leur rôle fondamental en matière de sécurité alimentaire.* S'ils ont toujours dû et su développer des stratégies pour faire face aux aléas climatiques et répondre à des conditions de production difficiles, l'ampleur et la rapidité du CC imposent cependant de les assister pour innover et investir davantage dans des modèles d'agriculture plus résilients. Ceux-ci reposent sur des actions concrètes en faveur de mesures d'adaptation et d'atténuation des menaces liés au CC, prenant en compte les réalités locales et s'appuyant sur les savoir-faire locaux et des résultats et expériences issus de la recherche appliquée et d'autres sources. *Des pratiques agroécologiques appliquées à l'échelle des exploitations et des espaces ruraux font de plus en plus consensus, du fait de leurs effets bénéfiques à la fois agronomiques, environnementaux, économiques et sociaux.*

## Politiques et Programmes : entre volontarisme et dispersion des efforts ?

L'examen rapide des politiques agricoles et des performances de l'agriculture durant les périodes récentes renseigne sur une volonté de relever les défis majeurs d'autosuffisance alimentaire, de création de revenus pour les producteurs, de création d'emplois pour les jeunes, notamment ruraux, ou de devises, etc. Les politiques successives reflètent une *logique de continuité et d'adaptation à de nouveaux contextes* reliant les différents éléments des programmes pour en faire une stratégie agricole concertée et cohérente. Même si la traduction opérationnelle des programmes réclame encore plus de *cohésion intersectorielle, de priorisation et de mise en synergie des ressources mobilisables* dans les délais convenus.

La *Politique Nationale de Développement de l'Agriculture (PNDA) – Vision 2015* fait suite à la stratégie de développement de l'agriculture guinéenne dictée par la Lettre de Politique de Développement de l'Agriculture et la Lettre de Politique de Développement de l'Élevage. La nouvelle stratégie devrait contribuer à la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la sécurité alimentaire, la diversification des productions vivrières et commerciales, la réduction des importations de riz, l'amélioration de la balance commerciale et la protection de l'environnement. Elle s'articule autour de l'amélioration de l'efficacité et l'efficience des exploitations agricoles (notamment familiales) et des marchés, de la promotion de



l'entreprenariat agricole grâce à la stimulation de l'initiative privée, de l'amélioration de l'accès aux marchés national, sous-régional et international des produits agricoles et de l'assurance d'une gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement.

La PNDA 2016-2025<sup>1</sup> se présente en trois axes stratégiques : i) le renforcement de la sécurité alimentaire par la diversification et l'accroissement des productions vivrières et animales pour promouvoir la souveraineté alimentaire ; ii) l'accroissement des revenus agricoles par le développement des opportunités économiques et l'amélioration de l'accès aux marchés ; iii) et le développement des mesures transversales d'accompagnement pour garantir l'efficacité des investissements. La riziculture étant un axe stratégique important de la PNDA, une stratégie nationale d'autosuffisance en riz est élaborée autour de deux pôles de développement (Basse et Haute Guinée) et centrée sur l'aménagement de superficies sous gestion durable et l'accès aux intrants et équipements agricoles plus performants.

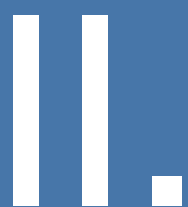
La PNDA s'inscrit dans le *Plan National d'Investissement Agricole et de sécurité Alimentaire (PNIASA)* conforme aux objectifs de la CEDEAO<sup>2</sup> et du PDDAA<sup>3</sup> du NEPAD<sup>4</sup>. Ce dernier sert de cadre commun d'intervention aux politiques et stratégies de développement du secteur agricole par les pays africains. Le PDDAA vise, entre autres, les objectifs suivants: i) une croissance économique axée sur une agriculture prospère et durable en vue de la réalisation des ODD; ii) une croissance annuelle de 6% du secteur agricole au niveau national; iii) l'allocation de 10% des budgets nationaux au secteur agricole ; iv) et l'exploitation des complémentarités et coopérations régionales pour accélérer la croissance. La réalisation de ces objectifs repose sur : i) l'accroissement des zones de terres sous gestion durable bénéficiant de systèmes de contrôle de l'eau efficace ; ii) l'amélioration de l'infrastructure rurale et des capacités commerciales associées pour l'accès aux marchés ; iii) l'accroissement de la production alimentaire, la réduction de la faim et l'amélioration des systèmes de prévention ; iv) l'amélioration de la recherche agricole et l'adoption des technologies.

<sup>1</sup> PNDA 2016-2025 : <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/Gui186295.pdf>

<sup>2</sup> Communauté Economique Des Etats d'Afrique de l'Ouest.

<sup>3</sup> Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine.

<sup>4</sup> New Economic Partnership for Africa Development.



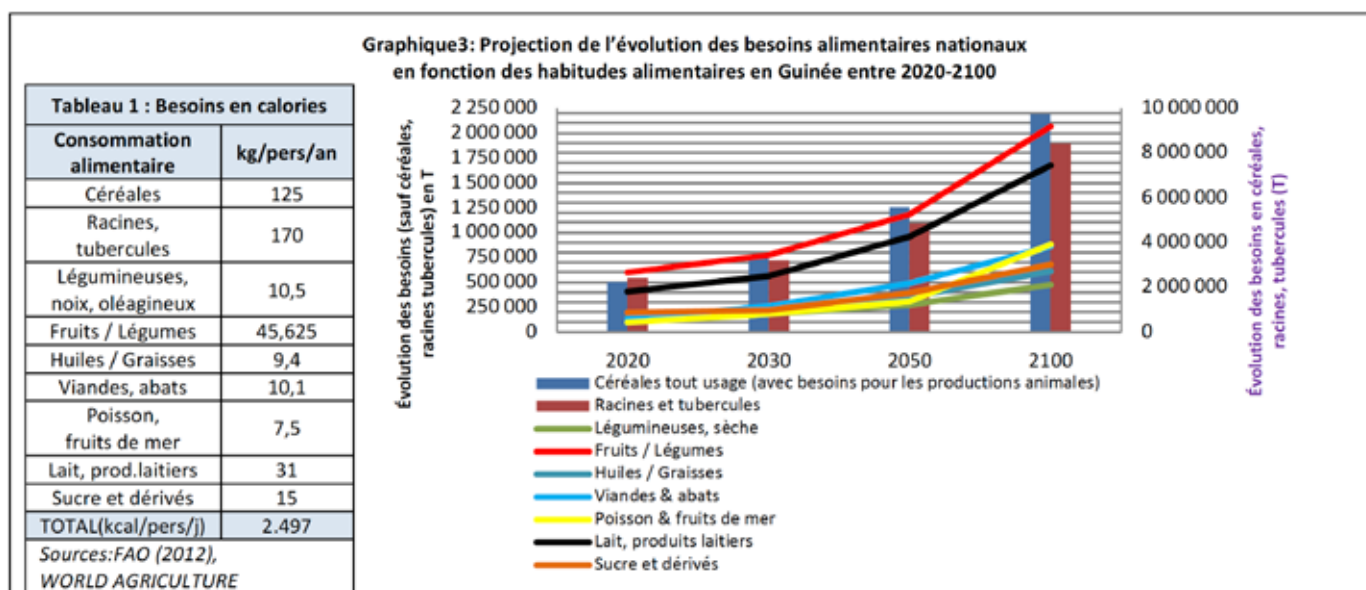
## ANALYSES ET PROJECTIONS

# Opportunités et Planification agricole 2030-2050

Le scénario retenu repose sur les hypothèses suivantes : i) des rendements actuels inchangés ; ii) des habitudes alimentaires qui restent les mêmes ; iii) des superficies annuelles qui augmentent de 0,44% ; iv) des productions en viande et abats constants ; v) et une projection de la population conforme aux prévisions des Nations Unies. Ce scénario prolonge les tendances actuelles observées mais s'appuie uniquement sur une extension légère des surfaces cultivées, en l'absence de mouvement d'intensification des systèmes productifs.

i) **Évolution des besoins alimentaires.** Le graphique 1 suivant répartit les produits alimentaires en neuf groupes de produits, en tenant compte de leurs apports caloriques retenus comme moyenne nationale par personne et par jour, et de la structure de consommation. Sur la base de l'équivalent calorique de chaque produit alimentaire, les valeurs sont reconverties en équivalent produit alimentaire brut qui sert de norme.

Globalement, les habitudes alimentaires dénotent une variété d'aliments acceptable. La consommation de chacun des groupes alimentaires augmente, mais à des taux de croissance différents. La croissance des consommations de céréales, de racines et tubercules, de fruits et légumes et de lait et de produits laitiers est la plus remarquable. La consommation de céréales devrait passer de 2 millions de tonnes en 2020 à 10 millions de tonnes en 2100 (soit 5 fois plus), celle des racines et tubercules de 2 millions de tonnes en 2020 à environ 8,5 millions de tonnes (4,3 fois plus). La consommation de fruits et légumes devait passer également de 600.000 tonnes en 2020 à près de 2 millions de tonnes en 2100 (3 fois plus). La consommation de lait et produits laitiers affiche également une forte hausse de 400.000 à 1,6 millions de tonnes (4 fois plus). La consommation des autres produits (viande-abats, poisson-fruits mer, huiles-graisse, sucre-produits dérivés) montre des hausses de 100-200.000 tonnes à 600-800.000 tonnes entre 2020 et 2100 (entre 8 et 3 fois plus).



Le régime alimentaire repose essentiellement sur les céréales et les racines/tubercules qui occupent une place quasi-équivalente dans la ration alimentaire (38% chacune) en 2020, même si les céréales prennent un léger ascendant en 2100 (44%/37%). A eux deux, ils représentent les trois quarts (76%) en 2020 et les quatre cinquièmes (81%) en 2100 de la ration alimentaire. Par ailleurs, on constate les percées remarquables de la consommation des fruits/légumes et du lait/produits laitiers. L'évolution des consommations des autres produits reste plus modérée et en retrait, sans doute du fait de leur usage en faible quantité dans la consommation (ils sont souvent consommés comme produits de sauce), de leur prix d'accès élevé ou de leur attribut plus urbain que rural (produits sucrés), (tableaux 2 et 3).

Tableau 2 : Taux de multiplication		Tableau 3 : Répartition des consommations (%)		
Produits alimentaires	Entre 2020 et 2100	Produits alimentaires	2020	2100
Céréales	x 5	Céréales	38	44
Racines et tubercules	x 4	Racines et tubercules	38	37
Fruits et légumes	x 3	Fruits et légumes	11	9
Lait-prod. laitiers	x 4	Lait-prod. laitiers	8	7
Autres (viande-abats, poisson-fruits mer, huiles-graisse, sucre-prod. dérivés)	x 3	Autres (viande-abats, poisson-fruits mer, huiles-graisse, sucre-prod. dérivés)	5	3
		TOTAL	100	100

De tels constats révèlent la *recherche d'équilibre protéino-énergétique* dans les rations alimentaires à travers la diversification des habitudes alimentaires. L'apport calorique sera moins un problème que les préoccupations de santé publiques (comme le surpoids et l'obésité) chez certaines catégories de populations, en particulier urbaines

## ii) Projections des besoins en superficies, productions et investissements

### • Besoins en superficies

**Céréales (Riz, Fonio, Sorgho-Mil, Maïs).** La superficie des terres arables cultivées passerait à 3.800.000 ha en 2030, à 6.102.000 ha en 2050 et à 10.631.000 ha en 2100. Autant de terres arables nécessiterait un investissement de 455 millions USD d'ici 2030 (45,5 millions USD par an), 1 384 millions USD d'ici 2050 et 3 544 millions USD d'ici 2100. Parmi les principales productions, le riz occuperait 2 413 000 ha (64%) et nécessiterait le plus de capitaux soit 272 millions USD (60%) d'ici 2030 et 7 074 000 ha1 (67%) pour 2 645 millions USD (75%) d'ici 2100. Les écarts entre les projections et les prévisions se creusent de plus en plus entre 2030 et 2100, allant du simple au double. (graphiques 2, 3 et tableaux 3,4).

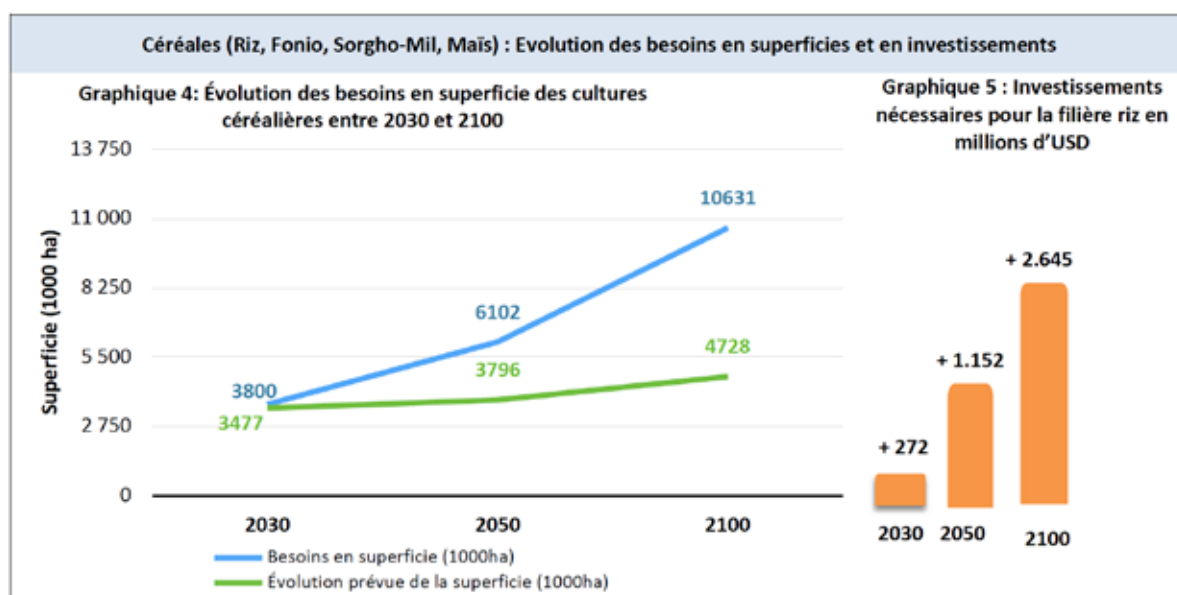
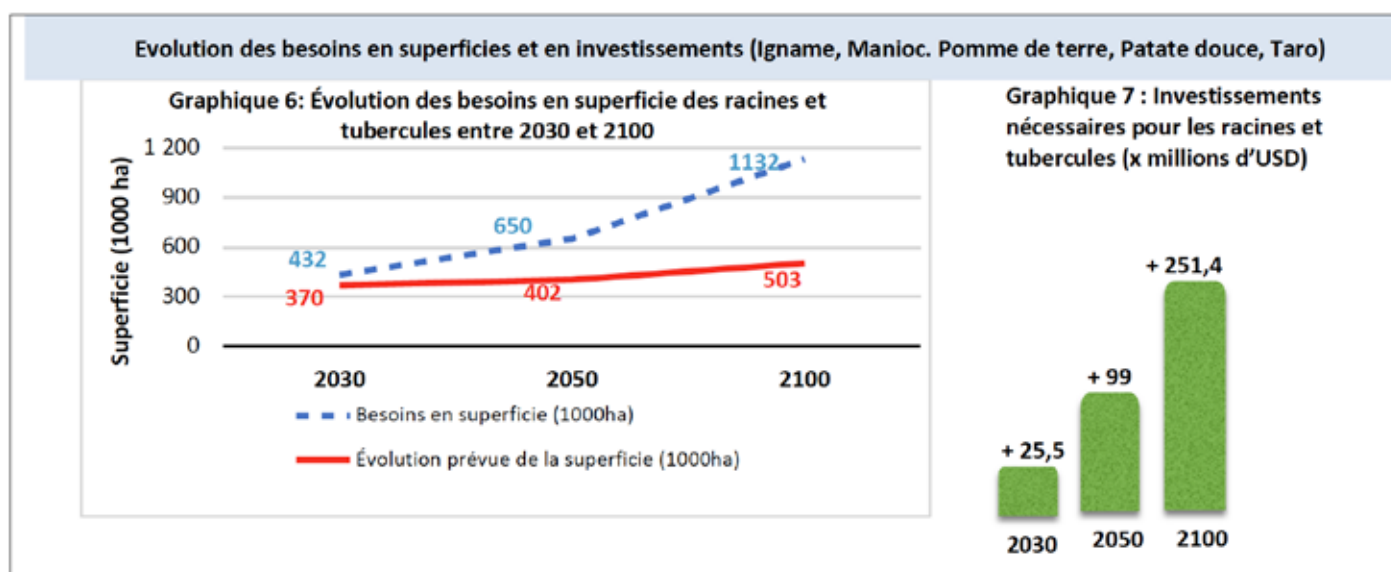


Tableau 4 Evolution des besoins en superficies (x milliers ha)			
Céréales	2030	2050	2100
Riz	2413 (64%)	4060 (67%)	7074 (67%)
Fonio	648 (16%)	872 (14%)	1519 (14%)
Sorgho-Mil	221 (6%)	298 (5%)	519 (5%)
Maïs	518 (14%)	872 (14%)	1519 (14%)
TOTAL	3800 (100%)	6102 (100%)	10631 (100%)

Tableau 5 Evolution des besoins en investissements (x millions USD)			
Céréales	2030	2050	2100
Riz	272 (60%)	1152 (83%)	2645 (75%)
Fonio	78 (17%)	99 (7%)	384 (11%)
Sorgho-Mil	27 (6%)	34 (3%)	131 (3%)
Maïs	78 (17%)	99 (7%)	384 (11%)
TOTAL	455 (100%)	1384 (100%)	3544 (100%)

**Racines et Tubercules (Igne, Manioc, Pomme de terre, Patate douce, Taro).** Un constat notable des projections est la progression des besoins en superficies du manioc passant de 293.000 ha à 766.000 ha, soit un quasi-triplement des superficies entre 2030 et 2100. Les besoins en investissements décuplent pour atteindre 170 millions USD en 2100, représentant deux tiers des investissements totaux du groupe des racines et tubercules. Pendant la même période, les projections d'investissements nécessaires pour l'ensemble des racines et tubercules décuplent aussi pour atteindre 251,4 millions USD. Là encore, les projections par rapport aux prévisions s'écartent passant du simple à plus du double entre 2030 et 2100 (graphiques 6, 7 et tableaux 6, 7).

De nombreuses raisons expliquent l'attrait du manioc : i) il est cultivé dans des environnements agro-écologiques marginaux et selon des systèmes de production variés ; ii) il croît rapidement et de manière étalée ; iii) il constitue une source énergétique peu coûteuse et abondante ; iv) c'est un aliment de base polyvalent permettant d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de produire de plus grandes quantités de nourriture par unité de surface agricole. L'igname, la pomme de terre, la patate douce et le taro sont des cultures à cycle plus court, également bien adaptées à certaines zones agroécologiques ; elles sont essentielles dans le cycle annuel de la disponibilité alimentaire et riches d'un point de vue nutritif<sup>1</sup>. Ensemble, les racines et tubercules ont un apport calorique plus élevé que celui des céréales (cf. tableau 1). Elles sont beaucoup moins sensibles aux chocs importants sur les marchés, ainsi qu'à la spéculation sur les prix. L'amélioration des chaînes de valeur concernant ces cultures créera de nouvelles possibilités, de nouveaux emplois et améliorera les revenus de toutes les parties prenantes, notamment des femmes qui jouent un rôle crucial dans leur production.



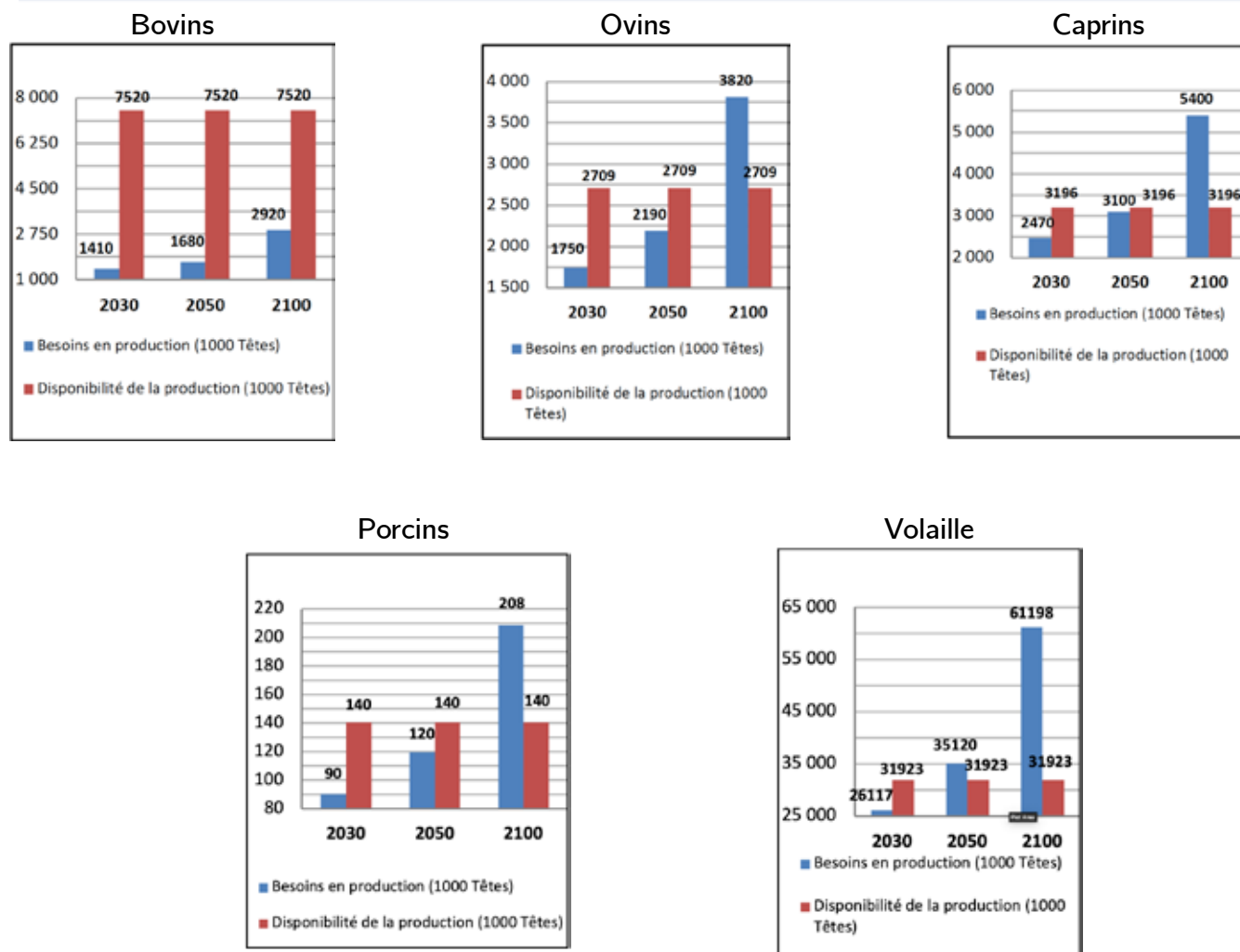
Année	2030	2050	2100
Igne	25	37	65
<b>Manioc</b>	<b>293</b> (68%)	<b>439</b> (68%)	<b>766</b> (68%)
P. de terre	14	22	38
Patate douce	66	99	172
Taro	34	53	91
<b>TOTAL</b>	<b>432</b>	<b>650</b>	<b>1132</b>

Année	2030	2050	2100
Igne	1,5 (6%)	5,7 (6%)	14,5 (6%)
<b>Manioc</b>	<b>17</b> (66%)	<b>67</b> (68%)	<b>170</b> (68%)
P. Terre	0,9 (4%)	3,3 (3%)	8,5 (3%)
Patate douce	4 (16%)	15 (15%)	38 (15%)
Taro	2,1 (8%)	8 (8%)	20,4 (8%)
<b>TOTAL</b>	<b>25,5</b> (100%)	<b>99</b> (100%)	<b>251,4</b> (100%)

<sup>1</sup> En protéines, vitamine C, vitamine A, zinc et fer.

**Besoins en produits d'origine animale (viandes).** Le graphique 8 indique que seul le nombre de bovins disponibles semble satisfaire les besoins jusqu'en 2100. Les autres produits animaux présentent des écarts entre besoins et disponibilités à partir de 2050. La part de viande blanche (volaille) dans la consommation augmente. Cela étant, les produits animaux sont très rarement la base de la composition des repas. Ils constituent l'une des façons de préparer la sauce du plat principal à domicile ou sont consommés de façon individuelle hors domicile. *La substituabilité des produits animaux entre eux ou avec d'autres produits est de règle dans le cadre de ces situations de consommation ; elle permet de relativiser l'exercice de projections des « gaps » entre besoins et disponibles basés sur une dynamique de croissance encore lente des productions de viandes qui ne répond que modérément à la demande.*

**Graphique 8 : Évolution des besoins et des productions entre 2030 et 2100 (x milliers têtes)**





COMPLÉMENT COVID-19

# Questions clés soulevées et opportunités

Le COVID-19 a provoqué une crise économique et exacerbé à court terme la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en fragilisant et poussant les systèmes alimentaires près du point de rupture.

## Questions clés soulevées:

Bien qu'il soit trop tôt pour prendre la mesure de toutes les incidences, la crise a d'ores et déjà révélé des effets systémiques sur les chaînes de valeur alimentaires dans leur ensemble. Elle soulève des questions sur: i) les systèmes de production agricole qui deviennent désormais dommageables pour la santé humaine et environnementale; ii) le besoin pressant de donner la priorité à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance des plus vulnérables; iii) la primauté de maintenir les chaînes de valeur alimentaires « vivantes » en s'appuyant d'abord sur les chaînes de valeur locales ; iv) une approche équilibrée et complémentaire entre sauver des vies et rouvrir l'économie; v) et la prise en compte des risques alimentaires au même titre que les autres risques.

## Opportunités :

- **Les efforts devraient d'abord converger vers des actions qui entretiennent les chaînes d'approvisionnement alimentaires par:** i) un soutien à la production comprenant des intrants et équipements, ainsi qu'un soutien à l'irrigation; ce soutien se concentrera sur les productions à cycle court pour répondre aux besoins immédiats et générer des revenus; ii) un soutien à l'amélioration des infrastructures de stockage et de transport des produits agricoles périssables (poissons et produits aquatiques, fruits et légumes); iii) des soutiens appropriés aux familles touchées pour qu'elles puissent répondre aux besoins critiques; iv) et le maintien des programmes de filets de sécurité.
- **Les organisations paysannes joueront un rôle de premier plan.** Leur rôle est encore plus crucial pour maintenir les chaînes de valeur, assurer l'accès aux marchés urbains et contribuer à répondre aux besoins des consommateurs.
- **Un autre secteur qui devrait attirer l'attention est celui des entreprises agroalimentaires et leur rôle dans la relance des chaînes de valeur alimentaires.** Les micro- et petites entreprises agroalimentaires, à statut souvent informel, seront prioritaires, du fait de leur grande représentativité dans le tissu entrepreneurial et de leur empreinte sur l'emploi urbain et rural. Les mesures de restriction, entraînant une baisse de la demande, causent des dommages à ces entreprises peu résilientes aux chocs, et une stratégie audacieuse et volontariste de soutien financier leur sera nécessaire.
- **Le renforcement des capacités des jeunes et des femmes est essentiel pour qu'ils puissent participer aux chaînes d'approvisionnement alimentaires. Ils contribuent à capter des valeurs ajoutées, à créer des productions supplémentaires, de nouvelles ressources, de nouvelles activités et de nouveaux emplois.** En outre, les jeunes ont montré un certain nombre d'initiatives spontanées pour soutenir les populations à risque ou touchées par la pandémie. Ces initiatives prennent la forme d'entreprises sociales et de pôles d'innovation technologique qui constituent autant de filières d'emplois potentielles.
- **La destruction de la biodiversité a généré une maladie zoonotique telle que la COVID-19. L'intégration dans les paquets techniques de la biodiversité est donc de la plus haute priorité pour préserver la santé humaine et environnementale, et par la suite la sécurité alimentaire et nutritionnelle.** Du même coup, les actions d'adaptation au changement climatique seront intensifiées, étant donné que ce dernier est reconnu comme un multiplicateur de risque menaçant les systèmes alimentaires, les moyens de subsistance et la santé.
- **Une planification proactive liant les actions d'urgence et le rétablissement à long terme sera établie, selon les principes opérationnels suivants :** i) elle vise à contenir la propagation de la pandémie et à atténuer ses conséquences dans les communautés concernées, en tenant compte de l'évolution potentielle de la situation sur le terrain ; ii) elle se conformera aux directives officielles et coordonnera les actions avec celles d'institutions spécialisées des Nations Unies telles la FAO, le PAM et l'UNICEF, ainsi qu'avec d'autres initiatives ; iii) elle impliquera les acteurs locaux pour parvenir à des solutions durables, gérables et appropriables localement; iv) un système de suivi-évaluation sera mis en place afin d'organiser, coordonner et suivre les actions mises en œuvre, et évaluer dans quelles mesures les conséquences de la pandémie sont atténuées et tirer des leçons pour d'éventuelles résurgences de la COVID-19 et d'autres épidémies liées aux virus à venir ; v) et un système de communication entre les parties prenantes impliquées, utilisant autant que possible des plates-formes en ligne intégrant des outils TIC favorisant un travail, une collaboration et une coordination à distance.





# IV. STRATÉGIE D'INVESTISSEMENTS ET CONCLUSION

## Cadre d'investissements

i) **Potentiels et atouts du secteur agricole.** L'agriculture guinéenne dispose d'importants atouts qui ont le potentiel de répondre aux besoins futurs en termes de terres arables et irrigables. La diversité des conditions climatiques, les ressources hydrauliques et la fertilité des sols présentent un avantage comparatif naturel dans la production d'une grande variété de produits : i) la Guinée forestière pour la promotion des cultures de café, d'hévéa et de palmier à huile ; ii) la Guinée Maritime qui regroupe le maximum de cultures d'exportation dont l'ananas, les mangues, avocats et bananes ; iii) la Haute Guinée pour la culture du coton et la riziculture le long du fleuve Niger ; iv) et la Moyenne Guinée pour l'élevage et les produits maraîchers (tomates, oignons, pomme de terre, etc.).

ii) **Cohérence de la stratégie d'investissements agricoles.** Le Plan d'Actions de la PNDA a retenu des orientations cohérentes en termes d'investissements : l'augmentation des disponibilités nationales vivrières afin de satisfaire les besoins alimentaires d'une population croissante ; la promotion des filières agricoles ayant un potentiel de croissance et d'exportation important ; la promotion d'un développement durable, au double plan social et environnemental ; l'harmonisation, avec les pays de la CEDEAO, des politiques, stratégies, législations, réglementations et procédures, en vue de fluidifier les échanges de biens et services, et de promouvoir un marché sous-régional – et la prévention et la gestion des crises alimentaires.

Des programmes fédérateurs sont bâtis sur les actions prioritaires suivantes et déclinés en quatre plans d'actions régionaux correspondant aux quatre régions agroécologiques : - un programme de développement des productions vivrières, notamment du riz, dans le cadre de systèmes de production durables ; - un programme de promotion des exportations agricoles ; - un programme de développement des productions animales ; - un programme de développement des infrastructures d'accès et de marchés agricoles, forestiers et d'élevage ; - un programme de gestion intégrée des ressources naturelles ; - un programme de renforcement des capacités des OP, du secteur privé et des services agricoles ; - un programme de prévention et de gestion des crises alimentaires ; - un programme de développement du marché d'approvisionnement et de distribution des intrants et équipements agricoles et vétérinaires ; et un programme d'identification et de renforcement du système de financement du secteur agricole. Les principaux bénéficiaires de la PNDA sont: - en premier lieu les ménages agricoles pauvres ; - les opérateurs privés des différentes filières agricoles ; - les groupes sociaux défavorisés notamment les femmes et les jeunes ; - et les victimes des catastrophes naturelles et des conflits sociaux ou politiques.

# Conclusion

Bien que menées d'abord pour un objectif de construction d'indicateurs de consommation macro-économiques, les projections 2030, 2050 et 2100 constituent un exercice utile pour éclairer sur l'importance du recours aux productions agricoles nationales et aux importations ou sur l'importance des différents produits alimentaires dans la consommation selon leur rôle calorique, alimentaire et nutritionnel, etc. De plus, elles permettent de mieux saisir l'enjeu de l'évolution des changements alimentaires des populations tant pour l'agriculture que pour la nutrition et la santé, le commerce, l'emploi, etc. Elles renseignent notamment sur l'intérêt à accorder à la place et au rôle de certains secteurs comme celui de transformation des produits agricoles et animaux, en particulier au regard de sa contribution à l'emploi, à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté, ainsi que sur l'importance des investissements dans les infrastructures routières et de marchés pour l'intégration aux filières des petits producteurs. Enfin elles devraient permettre le dialogue entre les partenaires de développement, organisations professionnelles, de la société civile et du secteur privé et être utilisés par les Etats comme un outil de planification à moyen et long terme du développement de l'agriculture nationale pour répondre aux besoins du futur.

**NB :** Les limites de l'exercice de projection tiennent aux faiblesses statistiques en général et sur certaines données en particulier (données statistiques sur les produits maraichers et les fruits, par exemple). D'autres paramètres ne sont pas pris en compte comme les différents systèmes de production, l'évolution prévisible des changements d'habitudes alimentaires, l'impact des changements climatiques sur les productions et en fonction des régions. Un outil de prospective agricole en ligne SIMAGRI est mis à disposition à partir des éléments recueillis lors de cette étude : <https://www.weconnectfarmers.com/simagri/>



PRÉSENTATION POWERPOINT

# L'avenir de l'agriculture en République de Guinée : 2020-2100

Défis et opportunités pour les projets financés par le FIDA

IFAD West Africa Hub

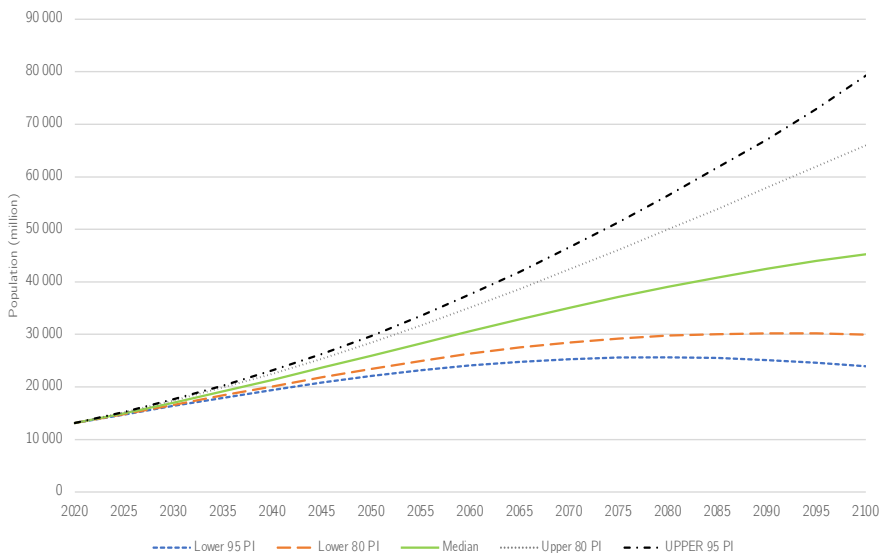


## Sommaire

- I. Démographie
- II. Défis économiques
- III. Changement climatique
- IV. Opportunités, planification agricole et investissements
- V. Conclusion
- VI. Limites

# I. Démographie

Évolution de la démographie en Guinée  
2020-2100



## Projection démographique en Guinée :

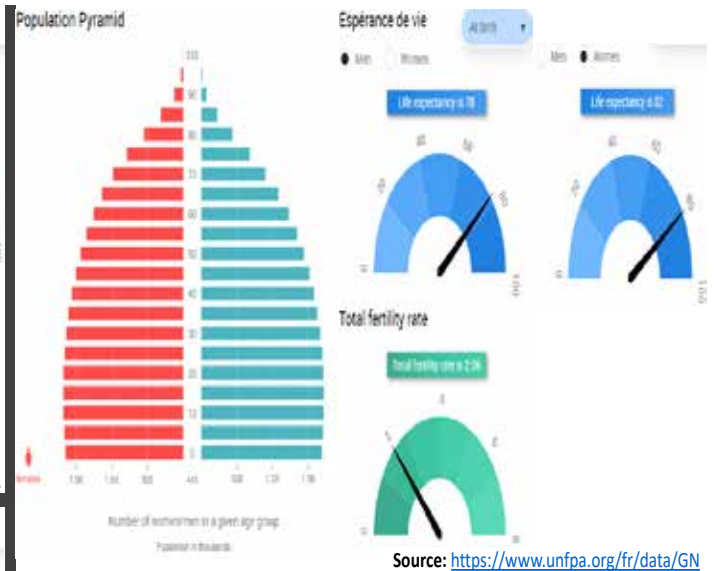
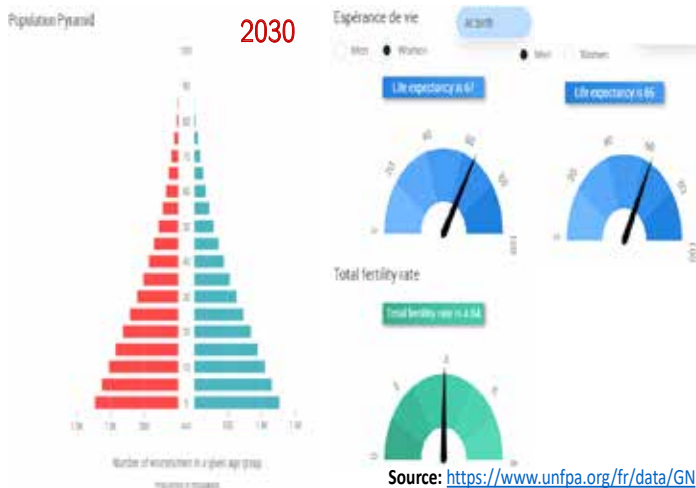
2020 : 13,13 millions

2030 : 17,02 millions

2050 : 25,97 millions

2100 : 35,26 millions

Source: <https://population.un.org/wpp/Download/Probabilistic/Population/>



## Key figures (2018):

[http://www.stat-guinee.org/images/Publications/INS/annuelles/Annuaire\\_INS\\_2018-VF5.pdf](http://www.stat-guinee.org/images/Publications/INS/annuelles/Annuaire_INS_2018-VF5.pdf)

64% de la population vit en milieu rural

33% à entre 15 et 34 ans

80% de la population dépend d'une activité agricole

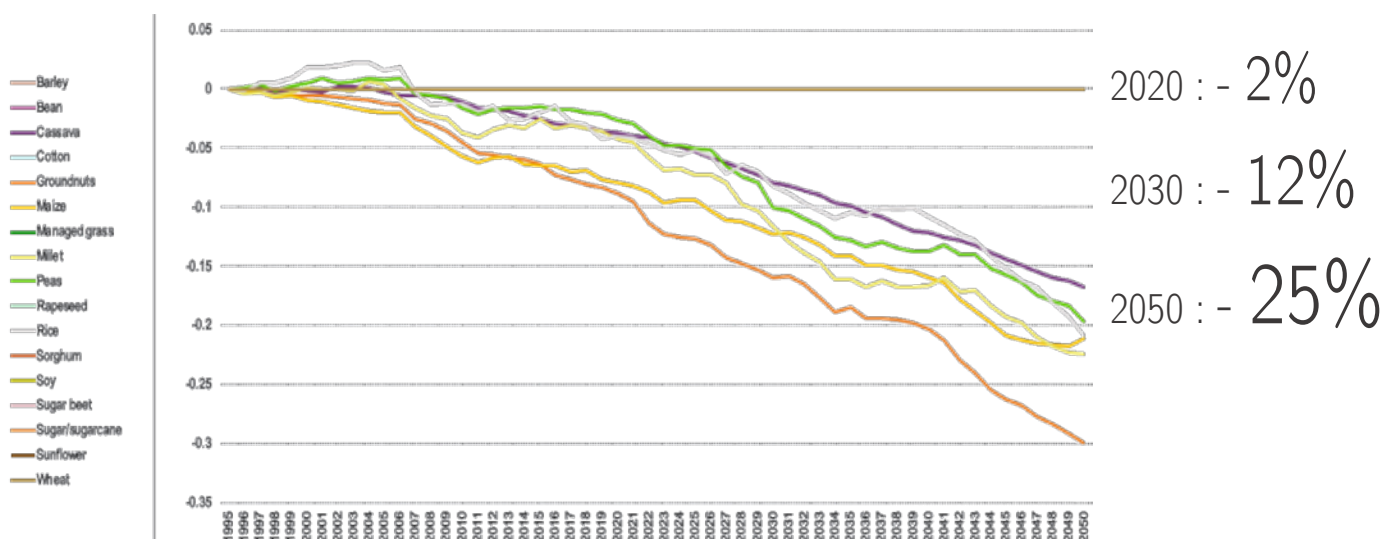
## II. Situation économique

- Instabilité Politique et sociale
- Faible réseau routier
- PIB/hbt 2018 (\$ US constants de 2010): **896,83 USD**
- Le secteur agricole représente **24,26%** du PIB (an 2018)
- L'agriculture emploie **52 %** de la main-d'œuvre.
- Le taux de chômage en 2019 est de **3,57 %**
- Emplois vulnérables en 2019: **89,80 %**
- Inflation, prix à la consommation (% annuel): **9.83 %** en 2018

Source: <https://www.banquemondiale.org/fr/country/guinea/overview>

## III. Changement climatique

Diminution de production sur les principales cultures selon le GIEC et l'outil CARD :

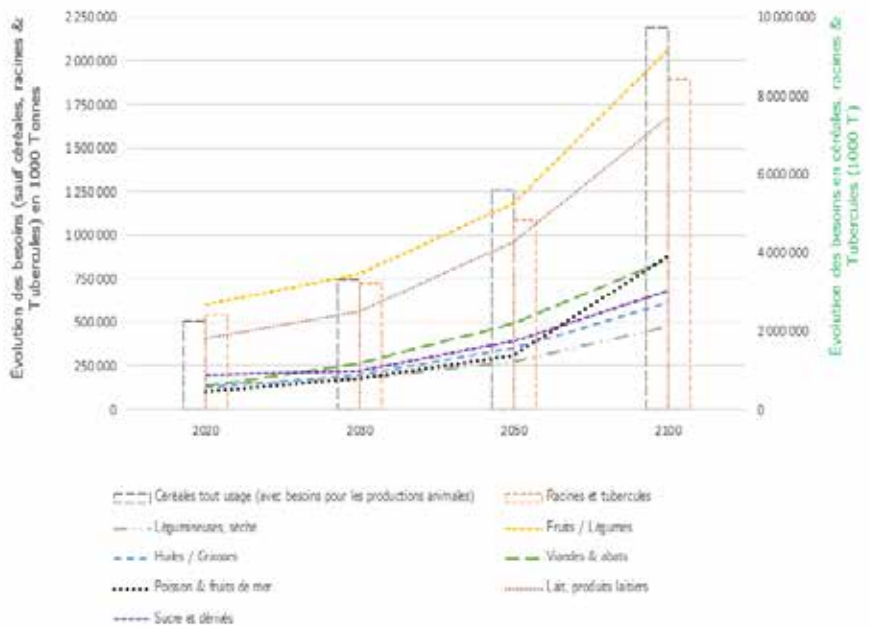


# IV. Les besoins:

Projection de l'évolution des besoins alimentaires nationaux en fonction des habitudes alimentaires en Guinée entre 2020-2100 :

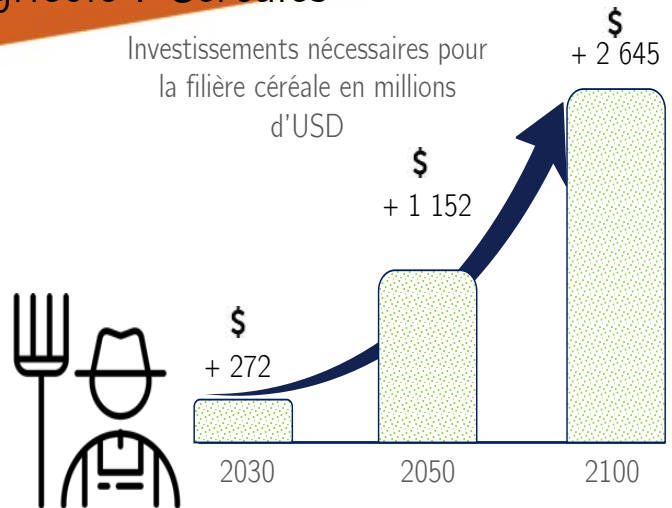
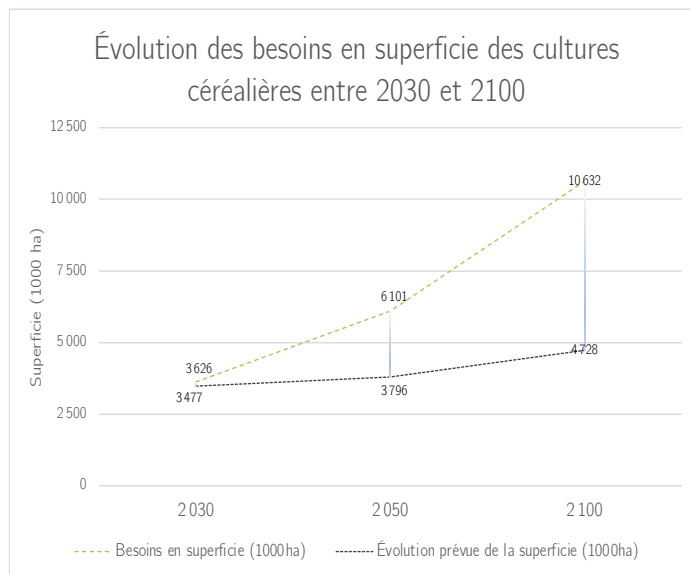
Consommation alimentaire <sup>1</sup>	
Principaux groupes d'aliments	kg/pers/an
Céréales	125
Racines et tubercules	170
Légumineuses, noir & oléagineux	10,5
Fruits / Légumes	45,625
Huiles / Graisses	9,4
Viandes & abats	10,1
Poisson & fruits de mer	7,5
Lait, produits laitiers	3,1
Sucre et dérivés	15
<b>TOTAL (kcal/personne/jour)</b>	<b>2 497</b>

FAO (2012). WORLD AGRICULTURE TOWARDS 2030/2050. The 2012 Revision



## IV. Opportunités et planification agricole : Céréales

Investissements nécessaires pour la filière céréale en millions d'USD



**2030** : Investissement concerne uniquement le riz. La production actuelle couvre les besoins pour le mil/sorgho, le fonio, le maïs.

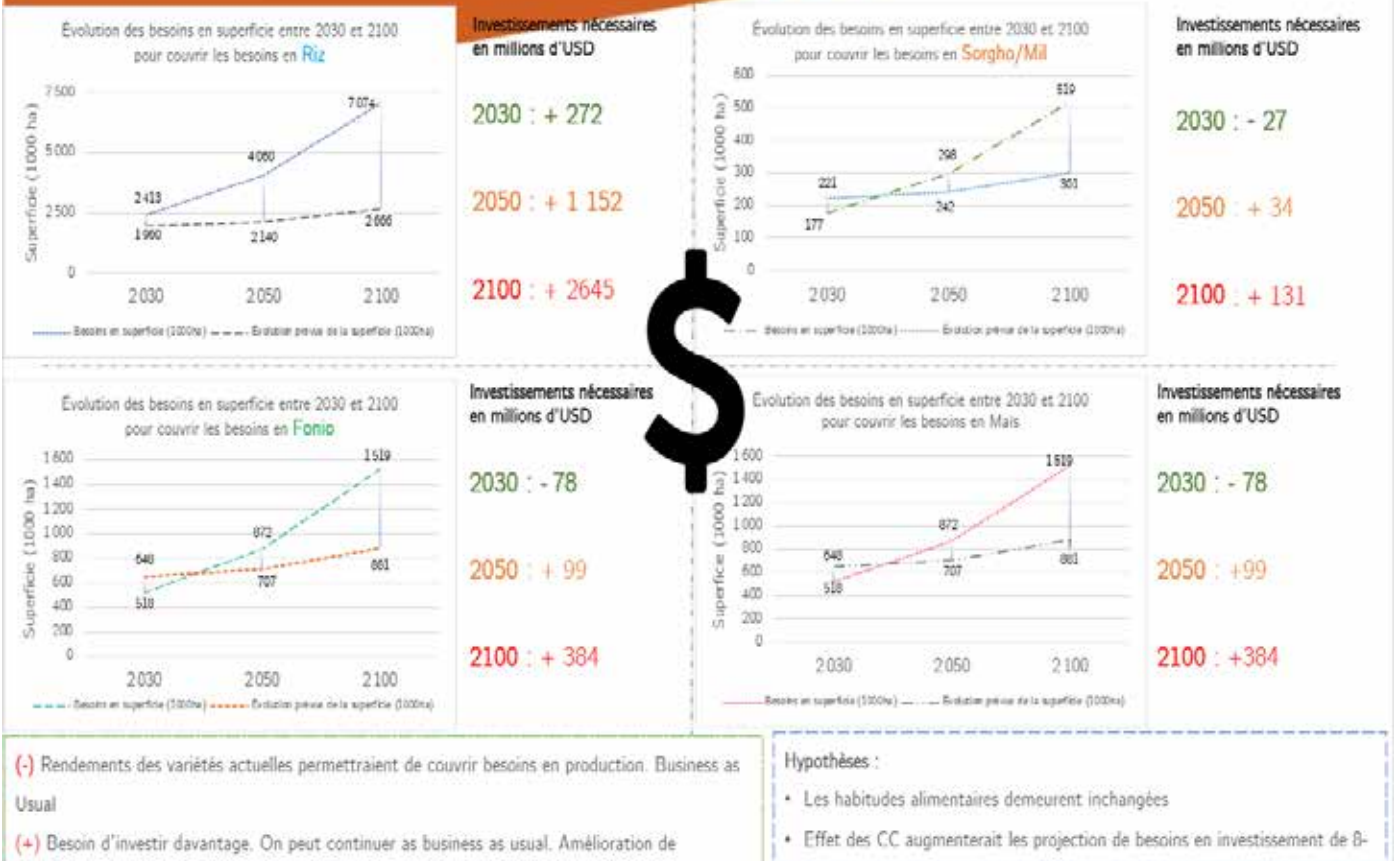
**2050 et 2100** : Investissement concerne chacune de 4 grandes filières céréalières : riz, mil/sorgho, le fonio, le maïs.

**2050 et 2100** : Les rendements des variétés actuelles permettraient de couvrir une large partie des besoins en

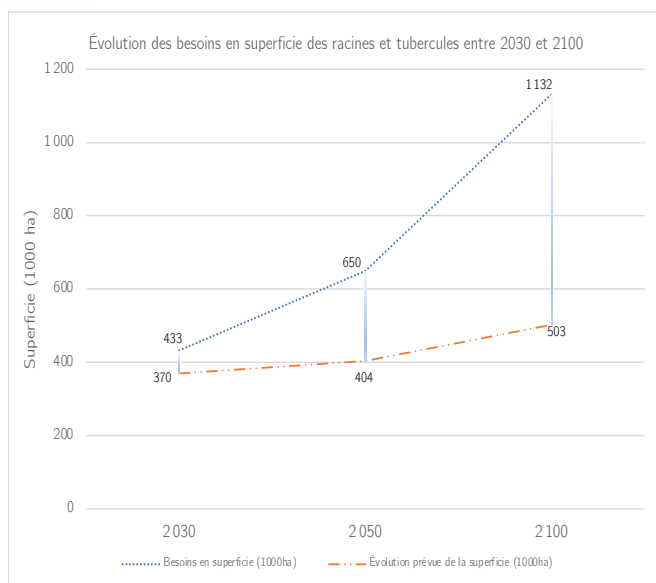
**Hypothèse** : Les habitudes alimentaires demeurent inchangées



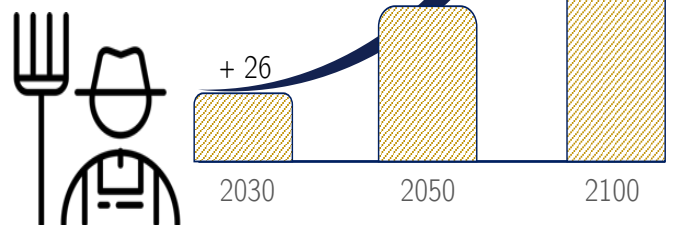
# IV. Opportunités et planification agricole : Céréales



# Tubercules



Investissements nécessaires pour les racines et tubercules en millions d'USD



Investissement concerne chacune de 5 grandes filières : Igname, Manioc, Pomme de terre, Patate douce, Taro.

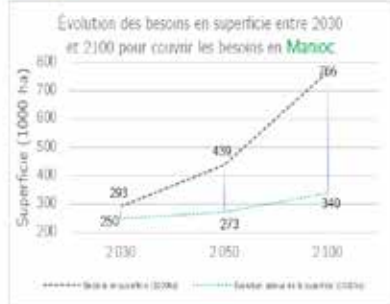
**Le manioc représente 60- 70% des investissements**

**Hypothèse : Les habitudes alimentaires demeurent inchangées**

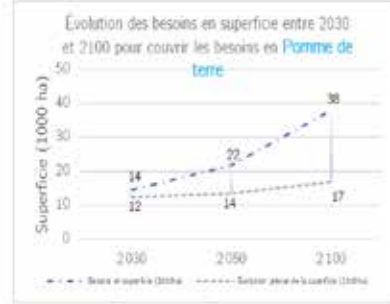
# Tubercules



Investissements (Millions USD)  
 2030 : +1,5 / 2050 : + 5,7 / 2100 : + 14,5



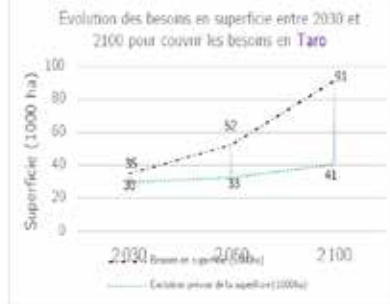
Investissements (Millions USD)  
 2030 : +17,1 / 2050 : + 66,6 / 2100 : + 170,3



Investissements (Millions USD)  
 2030 : + 0,9 / 2050 : + 3,3 / 2100 : + 8,5



Investissements (Millions USD)  
 2030 : +3,9 / 2050 : + 15 / 2100 : + 38,4

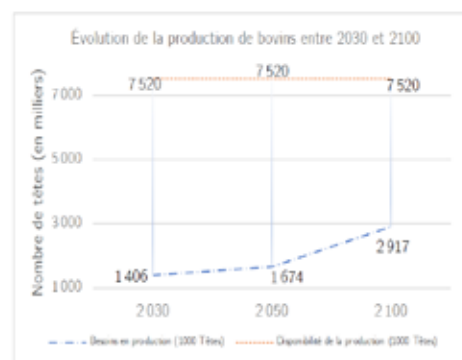


Investissements (Millions USD)  
 2030 : +2,1 / 2050 : + 11 / 2100 : + 28,5

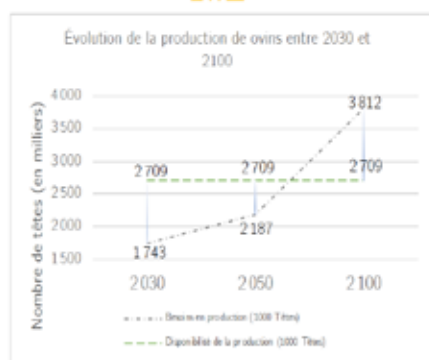
(+) Besoin d'investir davantage. On ne peut continuer as business as usual. Amélioration de rendements, Application rigoureuse des ITK, Ajout de valeur.

- Hypothèses :
- Les habitudes alimentaires demeurent inchangées
  - Effets des CC non pris en compte car inconnus

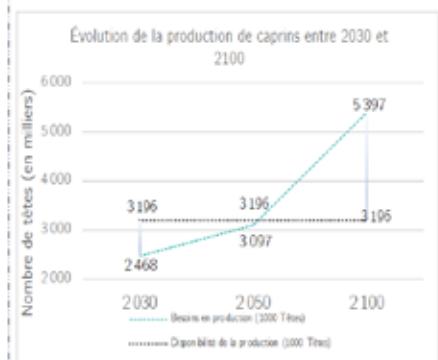
# IV. Opportunités et planification agricole: Estimation de la taille du cheptel en 2030 et 2100



Million de têtes	Besoins	Disponible	Restant
2030	1,41	7,52	6,11
2050	1,68	7,52	5,84
2100	2,92	7,52	4,60



Million de têtes	Besoins	Disponible	Restant
2030	1,75	2,71	0,96
2050	2,19	2,71	0,53
2100	3,82	2,71	-1,11



Million de têtes	Besoins	Disponible	Restant
2030	2,47	3,20	0,73
2050	3,10	3,20	0,10
2100	5,40	3,20	-2,20

<sup>1</sup>Nous considérons ici que la taille des cheptels demeure constant, ceteris paribus

## IV. Opportunités et planification agricole: Estimation de la taille du cheptel en 2030 et 2100



Milliers de têtes	Besoins	Disponible	Restant
2030	90	140	50
2050	120	140	20
2100	208	140	68



Milliers de têtes	Besoins	Disponible	Restant
2030	26 117	31 923	5 806
2050	35 120	31 923	-3 197
2100	61 198	31 923	-29 275

!Nous considérons ici que la taille des cheptels demeure constant, ceteris paribus

## V. Conclusions

- ❖ Investir dans la transformation des produits agricoles.
- ❖ Appuyer l'intégration aux marchés des petits producteurs (meilleures routes agricoles, infrastructure de marchés).
- ❖ Valoriser l'exportation des surplus de productions dans la sous-region et réinvestir les devises gagnées grâce à ce surplus.
- ❖ Améliorer le suivi et le conseil agricole pour l'application rigoureuse des ITK.
- ❖ Améliorer la capacité du pays en abattoirs de viande pour couvrir les besoins futurs.
- ❖ Travailler sur l'amélioration variétale des des variétés tolérantes aux changements climatiques.
- ❖ Assurer la collecte et le suivi de données statistiques sur les produits maraichers et les fruits au niveau national.
- ❖ Définir une stratégie de réduction des coûts d'investissement par producteur pour atteindre les besoins de 2030 à 2100



## V. Limites



- ❑ L'approche choisie se focalise sur l'évolution des spéculations et non des différents systèmes d'exploitation.
- ❑ L'approche n'intègre pas les changements d'habitudes alimentaires qui surviendront entre 2030 et 2100.
- ❑ L'approche ne prend pas en compte l'impact exact du changement climatique par production et en fonction des régions.
- ❑ Viabilité des données utilisées (INS Guinée ; FAO; FAOSTAT).
- ❑ L'approche n'intègre pas les décisions/orientations stratégiques prises par l'État sur les filières abordées.
- ❑ Absence de données fiables sur le maraichage et les productions arboricoles.



Volume I, des études de cas réalisées en novembre 2020 :

1. Cap-Vert,
2. Gambie,
3. Guinée,
4. Guinée-Bissau,
5. Mali,
6. Mauritanie,
7. Sénégal,
8. Synthèse régionale.

Contact:

Bureau de Dakar / Villa 1427  
Corniche Ouest - Almadies, Dakar, Sénégal  
Tel. + 221 33 868 05 87  
Cell. + 221 77 450 94 58  
Email: [wcamailbox@ifad.org](mailto:wcamailbox@ifad.org)  
[www.ifad.org](http://www.ifad.org)

